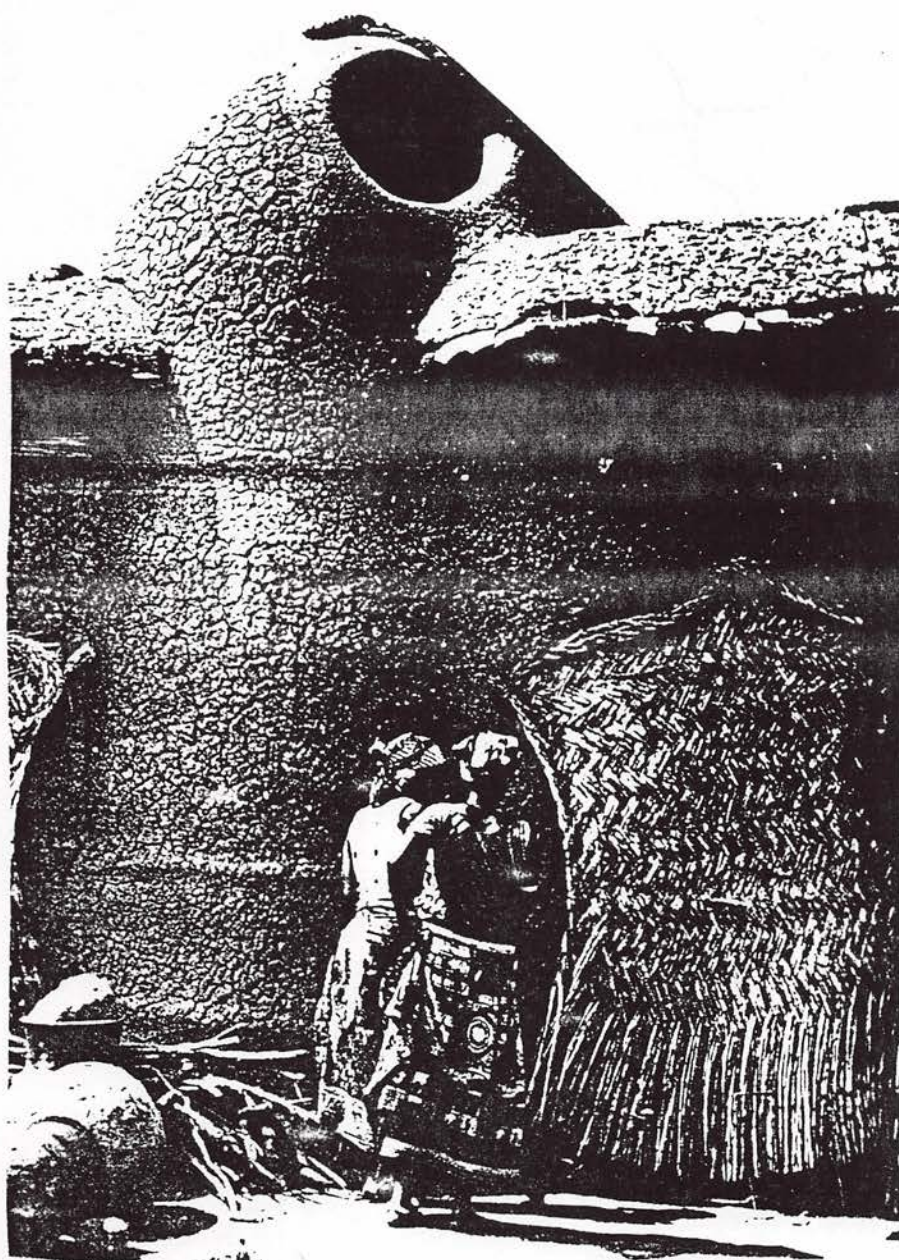
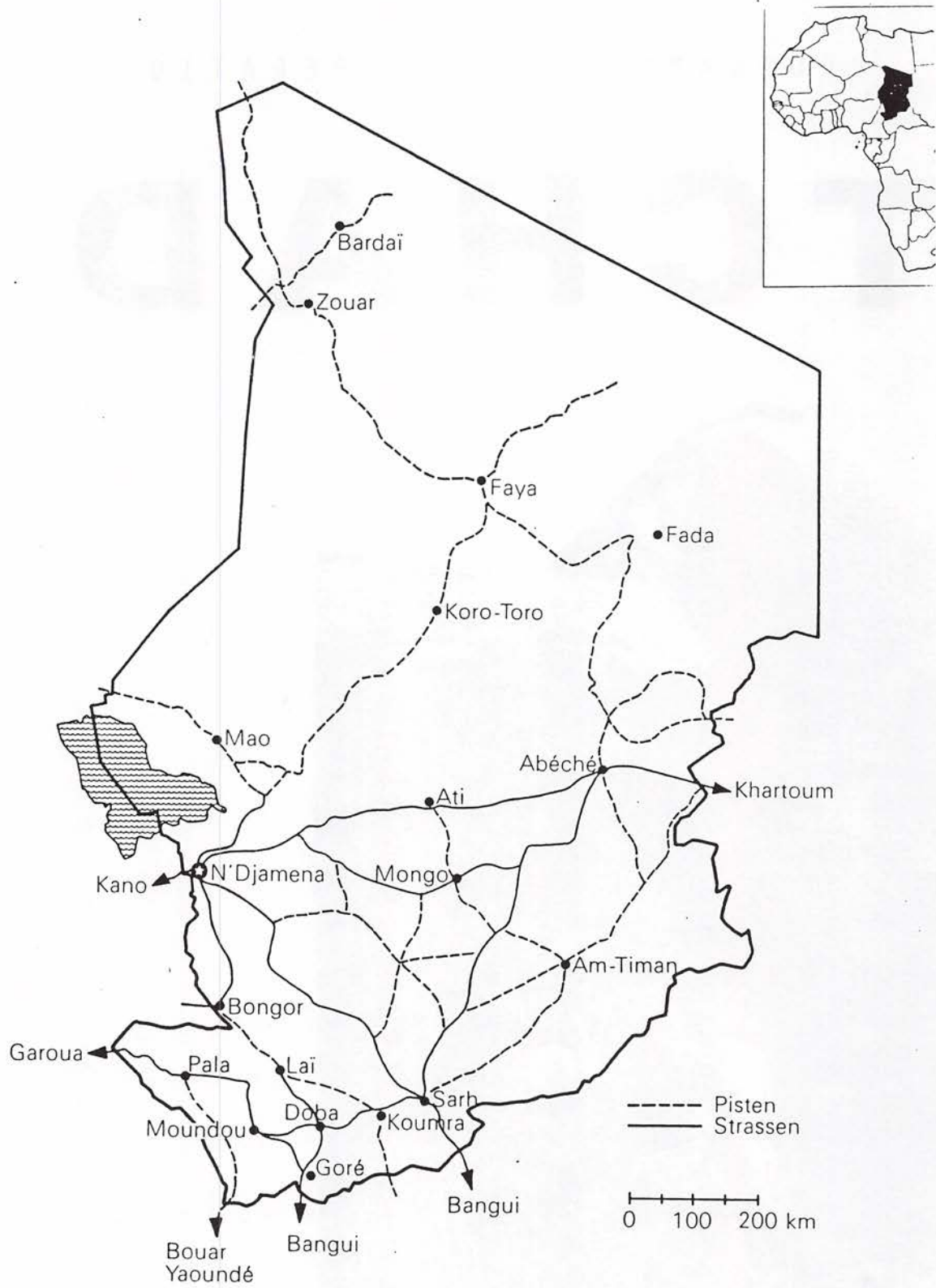


PROGRAMME DE COOPERATION

# TCHAD





## T A B L E D E S M A T I E R E S

---

		<u>page</u>
1.	CARACTERISTIQUES POLITIQUES ET HISTORIQUES DU TCHAD	2
1.1.	Quelques indications	2
1.2.	Repères historiques	3
1.3.	La conquête coloniale	3
1.4.	Depuis l'indépendance	4
1.5.	Ausblick	5
2.	DIAGNOSTIC DE LA SITUATION ECONOMIQUE, SOCIALE ET DE L'ENVIRONNEMENT	6
2.1.	Situation générale	6
2.2.	Finances publiques, balance des paiements et dette extérieure	8
2.3.	Auslandsabhängigkeit	10
2.4.	Strukturanpassungen	10
2.5.	Soziale Aspekte	11
2.6.	Umwelt	12
2.7.	Ausblick	12
3.	ENTWICKLUNGSPOLITIK DES TSCHAD	13
3.1.	Schlüsselprobleme und Potentialitäten	13
3.2.	Entwicklungsplanung	15
3.2.1.	Plans de développement	15
3.2.2.	Beurteilung	17
3.3.	Aide extérieure	19
3.3.1.	Quelques chiffres	19
3.3.2.	Appréciation	20
4.	DIE ZUSAMMENARBEIT ZWISCHEN DEM TSCHAD UND DER SCHWEIZ	21
4.1.	Présence suisse au Tchad	21
4.2.	Ergebnisse und Erfahrungen	21
4.3.	Schwergewichte der weiteren Zusammenarbeit	22
4.4.	Arbeitsprogramm	27

Liste des annexes au verso



LISTE DES ANNEXES

1. Zones agro-écologiques du Tchad
2. Produit intérieur brut et production par secteur (1983-86)
3. Opérations courantes de l'Etat (1983-88)
4. Balance des paiements (1983-88)
5. List of public sector establishments
6. Evolution des apports extérieurs du Tchad
7. APD suisse au Tchad
8. Detaillierte Projektdarlegung (9)
9. Finanzplanung



## 1. CARACTERISTIQUES POLITIQUES ET HISTORIQUES DU TCHAD

---

### 1.1. Quelques indications

Le Tchad, territoire enclavé à l'intérieur et vers l'extérieur, est situé au coeur de l'Afrique. Sa limite Nord touche le Tropique du Cancer, sa frontière Sud est éloignée de 800 km de l'Equateur. N'Djaména, la capitale, avec ses 450'000 habitants (estimation 1988), est éloignée de 1'700 km du débouché maritime le plus proche (Douala au Cameroun). Le Tchad a une superficie de 1'284'000 km<sup>2</sup> (trente fois la Suisse) et sa population, estimée à 5'120'000 habitants (mi-1986), s'accroît à un rythme voisin de 2,4 % /an. Elle est, sur un plan ethnique, très variée et hétérogène: 50 % islamisés, 45 % animistes et 5% christianisés se partagent en 250 groupes ethniques formant 12 groupes linguistiques distincts et bien déterminés. Parmi les groupes ethniques, deux émergent par leur importance numérique: ce sont les Saras et les "Arabes" représentant respectivement 22 % et 12 % de la population tchadienne. Les autres ethnies varient entre 0,25 et 6 %.

La population est essentiellement rurale (85 %) et jeune (51 % ont moins de 20 ans). L'agriculture et l'élevage sont les activités principales. L'exode rural est préoccupant dans la mesure où il ne rencontre pas une offre d'emploi sur le marché du travail en milieu urbain. Les projections prévoient que 25 % des Tchadiens (11,4 % en 1970) seront "urbanisés" en 1990.

Ces populations vivent dans des zones climatiques fort différenciées: les zones saharienne, sahélienne et soudanienne apparaissent comme des régions juxtaposées.

#### a) La zone saharienne ou désertique

Elle se réduit presque exclusivement à la préfecture du BET (Borkou, Ennedi, Tibesti). Ses 600'000 km<sup>2</sup> forment une zone aride, sans réelle couverture végétale, sans pluie, avec quelques oasis (Faya, Bardaï, Fada). Dans ces oasis, à côté de la culture des dattes, des cultures maraîchères sont pratiquées grâce à un système traditionnel d'irrigation. Comme ressources minérales, il faut signaler le sel, le natron et probablement l'uranium. L'activité principale de ses habitants nomades, les Toubous, reste l'élevage du chameau. La zone saharienne offre un visage assez homogène sur le plan géographique et humain.

#### b) La zone sahélienne

Le pays central tchadien englobe une zone à pluies faibles et variables d'une année à l'autre. Son sol se prête à des cultures diverses (mil, sorgho, arachide) mais les pluies toujours capricieuses hypothèquent les récoltes. C'est une région constamment menacée de famine.

Le Sahel est habité de nombreux groupes ethniques (Arabes, Ouaddaïens, Kanembou et Hadjeraye) qui s'occupent d'activités variées (élevage, pêche, commerce, agriculture).

#### c) La zone soudanienne

Zone arrosée, humide, parcourue par les fleuves Chari et Logone, l'agriculture y est très largement dominante. A côté des cultures vivrières, le coton, seule culture d'exportation, tient une place à part. La population soudanienne, Arabes du Salamat mis à part, est relativement homogène. Le groupe Sara reste dominant. (voir annexe 1).



La population, à plus de 70 % analphabète, est très inégalement répartie sur le territoire: la densité, très faible ( 1 habitant/km<sup>2</sup>) au Nord, augmente en passant vers le Sud, alors que les conditions climatiques et pédologiques deviennent plus favorables. Les six préfectures soudaniennes regroupent à elles seules à peu près 47 % de la population totale, pour 10 % du territoire national.

### 1.2. Repères historiques

Le territoire de l'actuel Etat du Tchad et surtout la position du lac Tchad, au carrefour des grandes routes transsahariennes, suscite, depuis le début de notre ère, migrations et brassage de populations: Toubous du Tibesti, Foulbé et surtout Arabes qui pendant huit siècles dirigent et islamisent les différents royaumes de la région et y développent la traite des esclaves.

Une organisation sociale des populations nomades se dessine à partir de l'année 1000, avec la constitution de "grands empires":

L'Empire du Kanem-Bornou (1085-1893), qui connut sous le règne d'Idriss II (1571-1603) sa plus grande extension (Nord et Est du pays); l'Empire du Baguirmi, qui était au 16<sup>e</sup> siècle un état musulman fortement militarisé (entre le Lac Tchad et le Chari), mais occupé au début du 19<sup>e</sup> siècle par l'Empereur du Ouaddaï, quant à lui, chassé en 1883 par le conquérant Rabah qui créa un Empire puissant et bien administré.

Au Sud du Tchad d'aujourd'hui: une multitude de sociétés agraires, décentralisées à l'extrême, animistes et régulièrement décimées à l'époque de la récolte par les marchands d'esclaves descendus des Empires du Nord. En ce temps, l'actuel Sud du Tchad, considéré alors comme un immense réservoir d'esclaves fut dénommé "Dar el-abib" (pays des esclaves), en distinction des régions du Nord et de l'Est, le "Dar el-islam" (pays des croyants).

### 1.3. La conquête coloniale

La conquête du Tchad (fin 19<sup>e</sup> siècle) était un des derniers objectifs majeurs du colonialisme français, à savoir: réunir les possessions du Maghreb et de l'Afrique occidentale à celle de l'Afrique équatoriale.

Les populations du Sud ont assez facilement "accepté" la pénétration coloniale. Dans le contexte esclavagiste, le "nouveau" colonisateur a été - dans un premier temps - accueilli comme le libérateur d'un peuple marqué par des générations d'esclavage.

Les régions du Centre et du Nord cependant opposaient une résistance farouche à l'envahisseur. 20 ans sont nécessaires pour venir à bout des révoltes. La conquête est achevée en 1920, avec la "pacification" du Ouaddaï. Le pays passe désormais sous administration civile, à l'exception de l'immense Préfecture du B.E.T., qui restera jusqu'en 1965, 5 ans après l'indépendance, sous administration militaire française.

En 1940, sous l'impulsion du gouverneur F. Eboué, le Tchad est la première colonie à se rallier à la France libre et sert de base aux opérations françaises de Leclerc (ce qui explique partiellement l'attachement tout particulier de la France pour le Tchad). Dès la fin de la guerre, les premières tendances autonomistes apparaissent et le territoire devient la République du Tchad, au sein de la Communauté (1958), puis obtient son entière indépendance (1960).



En imposant sa domination à ces régions, la France donnait un coup d'arrêt brutal à une progression arabo-islamique en direction du Sud négro-animiste. Toutefois, en dépit des efforts d'unification, la "frontière" séparant le pays des anciens maîtres du pays des anciens esclaves n'était pas réellement abolie.

En 60 ans de colonisation, le Tchad s'est transformé sous la France du "Dar el-islam / Dar el-abib" en "Tchad inutile / Tchad utile", si bien qu'à la fin des années 50, les anciens "esclaves" - avec l'aide complice du colonisateur - avaient virtuellement supplanté leurs anciens maîtres. Des nouveaux rapports de force s'étaient établis. C'est donc une conséquence inévitable - à la veille de l'Indépendance - que l'ethnie des Saras domine déjà potentiellement le pays. Le Gouvernement qui devait porter le Tchad à l'Indépendance se basait sur la formation politique la plus importante (Parti Progressiste Tchadien) sous la direction du jeune instituteur François Tombalbaye.

#### 1.4. Depuis l'indépendance

Sous le gouvernement de F. Tombalbaye (qui sera assassiné lors du coup d'Etat de 1975), le pays entre dans une période de troubles où les luttes tribales internes (surtout entre le Sud sédentaire et le Nord nomade) se compliquent d'interventions étrangères.

En 1966 le FROLINAT, sous la direction de Ibrahim Abatcha, tente de transformer les révoltes paysannes spontanées contre les maîtres sudistes en un mouvement de type révolutionnaire. Depuis la mort au combat de son fondateur (1968), le FROLINAT se divise en plusieurs fractions, mais réussit toutefois à intéresser l'opinion internationale à la cause de la rébellion.

Sur le plan géopolitique, l'arrivée en 1969 du Colonel Kadhafi au pouvoir en Libye, marque un tournant capital dans le conflit tchadien. L'internationalisation et l'occupation de la bande d'Aouzou par la Libye en 1973, ouvrent les portes aux ingérences des puissances étrangères (France, Nigéria, Libye, etc.) qui conduiront à une accélération de la détérioration du développement socio-politique, dont le Tchad souffre de nos jours.

C'est dans ce contexte que se situe la lutte entre Hissène Habré, (soutenue par la France, l'Egypte et les Etats-Unis) et le G.U.N.T. (gouvernement d'union nationale de transition) de Goukouni Oueddei, soutenu par la Libye, et dominé depuis 1982, après la conquête de N'Djaména, par Hissène Habré.

Le Tchad reste pourtant divisé: Goukouni, avec l'appui de la Libye, part à la reconquête du Nord. Le Sud connaît les exactions des commandos de rebelles, les "codos". Cependant, en sept ans, Hissène Habré a réussi à consolider son régime. La rébellion qui s'est développée dans le Sud s'est vite exténuée, faute d'unité, de chefs et de programme politique. Au Nord, face à l'agression libyenne et aux opposants, le Gouvernement du Tchad s'est également consolidé en battant les forces libyennes lors des "rézous" (raids) de Ouadi Doum et Faya.

Grâce à une politique de réconciliation menée par Hissène Habré, des opposants politiques du Nord et du Sud se sont ralliés au Gouvernement, mais l'unité nationale reste encore à parfaire; une opposition organisée existe toujours à Tripoli, et depuis peu au Soudan, et des fissures internes commencent à se manifester.



Le pays - laïque - se présente aujourd'hui avec un régime politique présidentiel. Une constitution est en élaboration. Le régime politique actuel jugé "ni franchement militaire, ni franchement civil" vise à défendre l'indépendance et l'intégrité de son territoire. Il prône la réconciliation de tous les Tchadiens. L'UNIR (Union Nationale pour l'Indépendance et la Révolution) est le seul mouvement politique existant à caractère unificateur.

### 1.5. Ausblick

Inbezug auf die politische Situation ist festzuhalten, dass die fundamentalen Fragen in keiner Weise gelöst sind:

- Die Antagonismen zwischen Nord und Süd sind zwar dank der Dominanz einer nördlichen Gruppe etwas zurückgedrängt. Die äussere Bedrohung trägt dazu bei, einen gewissen inneren Zusammenhalt zwecks Erhaltung der "Unabhängigkeit" zu schaffen. Von einer "Nation" (Identifikation des Tschaders mit dem Tschad) kann aber nicht gesprochen werden und die Komplementarität zwischen Nord und Süd hat noch zu keiner Einheit geführt. Die z.T. erkannte Notwendigkeit zur Schaffung anderer politischer Strukturen (z.B. Föderalismus) ist wohl nur schwer vereinbar mit dem autokratischen afrikanischen Machtverständnis.
- Die weitere Unterstützung von wichtigen Oppositionsgruppen durch Kadhafi und die kaum verschmerzten Niederlagen seiner Armee im Tibesti (erstmalige Niederringung arabischer Truppen durch Schwarzafrikaner) lassen trotz Wiederaufnahme diplomatischer Beziehungen zwischen beiden Ländern Destabilisierungsversuche als wahrscheinlich erscheinen. Die Frage der Zugehörigkeit des Aouzoustreifens ist - trotz völkerrechtlich wohl unbestrittener tschadischer Ansprüche - ebenfalls noch nicht geregelt. Ein grosser Teil der tschadischen Kräfte wird so weiterhin durch den Konflikt mit Libyen und die Auseinandersetzung mit der Opposition gebunden.
- Diese innen- wie aussenpolitisch noch nicht gefestigte Situation verlangt nach einer starken zentralen Gewalt, die im "Landesinteresse" Entscheidungen trifft und nationale Lösungen durchsetzt. Ihre Absorption durch übergeordnete Fragen führt zu einer schwachen Präsenz des Staates in nichtmilitärischen lokalen Bereichen und somit zwangsläufig zu lokalen Anstrengungen zur Lösung von Problemen. Die Bedeutung dieser Eigeninitiativen wird sukzessive auch vom Staat erkannt und mindestens geduldet.

In der aktuellen Situation scheint es angezeigt, diese staatliche Oeffnung auf Eigeninitiativen hin zu unterstützen und mit der "Autopromotion" Grundfragen der Entwicklung über Strukturen anzugehen, die in weiterhin zu erwartenden Krisensituationen wohl allein in der Lage sind, die Probleme der Bevölkerung aufzufangen.

- Die Bevölkerung hat genug vom Krieg und den persönlichen Machtkämpfen ("Nous voulons manger la boule de mil en paix"). Da sie aber über keine Machtmittel verfügt, bleibt sie weiterhin die Leidtragende der Situation, verbunden mit einem weitgehenden Verlust der Kreditibilität der staatlichen Strukturen.

## 2. DIAGNOSTIC DE LA SITUATION ECONOMIQUE, SOCIALE ET DE L'ENVIRONNEMENT

### 2.1. Situation générale

Le Tchad - qui fait partie de la zone CFA - est l'un des pays les plus pauvres du monde: son PIB/habitant est estimé à \$ 140 (1986).

L'examen des comptes économiques sur la dernière décennie fait ressortir 2 périodes importantes de l'évolution de l'économie (annexe 2).

- De 1978 à 1984 une dépression liée aux "événements", mais imputable aussi pour partie à la sécheresse de fin de période. Elle se caractérise par une baisse en volume du PIB de 160 à 120 milliards de FCFA (francs constants de 1977), résultant d'une désorganisation de l'économie "moderne", mais d'une assez bonne résistance de l'économie "traditionnelle". Cette dernière fortement liée à l'agriculture vivrière a néanmoins été affectée par les années de sécheresse (1982-1984).
- Depuis 1985, une remontée de la production marque les effets des réorganisations et réhabilitations entreprises dès 1982 dans de nombreux domaines. Cette consolidation de l'économie apparaît toutefois erratique et lente (p.ex. le secteur cotonnier, en crise depuis mi-85) traduisant surtout des difficultés de mobilisation des facteurs de croissance.

La structure d'ensemble de l'économie cependant n'a pas fondamentalement évolué durant les dix dernières années.

Le secteur primaire, en occupant 83 % de la population active, représente un peu plus du 40 % de la production nationale. Avec les services, ces deux secteurs atteignent régulièrement 82 % du PIB. L'industrie reste marginale à 18 %.

#### Répartition de la Valeur ajoutée

(en milliards de FCFA et en % du PIB à prix constants 1977)

	1977		1983		1987	
	MM	%	MM	%	MM	%
Secteur primaire	67,0	42	62,2	47	63,1	43
Secteur secondaire	29,2	18	23,4	18	26,7	18
Secteur tertiaire	64,3	40	47,1	35	55,9	39
	160,5	100	132,7	100	145,7	100

Dans la composition du PIB, le secteur agro-pastoral se répartit comme suit (1987):

Cultures vivrières	37,7 Milliards	ou	25,9 % du PIB	(auto-consomma-
Coton	4,2 Milliards	ou	2,9 % du PIB	tion ca 90%)
Produits animaux	21,2 Milliards	ou	14,6 % du PIB	
Total secteur primaire	63,1 Milliards	ou	43 % du PIB	



En tenant compte des agro-industries (p.ex. égrenage du coton) directement liées à l'activité agricole nationale, du commerce des produits vivriers, de l'élevage et des services rattachés (le transport en particulier), la production du secteur rural génère 75 % de la production nationale, soit en valeur 1987 160 milliards de FCFA (ca. 800 Mio FS).

L'économie repose donc fortement sur le secteur rural et reste très sensible à trois facteurs exogènes non contrôlables: la pluviométrie, les cours du coton et les exportations du bétail vers le Nigéria.

En ce qui concerne les ressources et leur emploi, trois caractéristiques majeures sont à relever (prix courants 1987).

a) Une dépense intérieure supérieure à la production

La dépense domestique (consommation 271 Mia dont 10 pour l'administration; investissement 42 Mia) s'élève à 313 Mia alors que la production (PIB) est seulement égale à 219 Mia. Le Tchad a donc dû recourir à des importations pour couvrir la dépense domestique (p. ex. consommation pétrolière: 13 Mia).

b) Une épargne négative

Du fait que la consommation est supérieure au PIB, l'épargne intérieure brute est négative d'un montant estimé à 52 Milliards.

L'épargne nationale brute par contre n'est que légèrement négative (2 milliards, soit 1 % du PNB), du fait des "transferts extérieurs nets" voisins de 64 milliards (30 % du PIB).

La majeure partie de ces transferts est constituée par les dons de l'aide extérieure au secteur public (67 Mia) alors que les transferts privés accusaient en revanche un solde négatif (3 Mia).

L'aide extérieure est donc venue se substituer à l'épargne intérieure défaillante pour rétablir le déséquilibre. Cette situation illustre bien la faiblesse de l'économie tchadienne: surconsommation par rapport aux ressources propres et incapacité à autofinancer l'investissement.

c) Des investissements peu dirigés vers le secteur productif

Si l'on excepte les investissements pétroliers estimés à 54 milliards et déboursés sur la période 1984-1987, la quasi-totalité des investissements a été, sur la même période, réalisée à travers le secteur public. Son financement a été exclusivement assuré par les aides extérieures qui se sont élevées en 1987 et 1988 à respectivement 72 et 81 milliards FCFA.

L'affectation de l'aide n'a été qu'en partie dirigée vers la production d'équipements (environ 40 %, surtout infrastructures).



## 2.2. Finances publiques, balance des paiements et dette extérieure

### a) La situation des finances publiques

Le budget de l'Etat accuse depuis plusieurs années un déficit structurel important. En 1987, le déficit des opérations courantes sur la base des décaissements s'élevait à 10 milliards (cf annexe 3).

Les dépenses se montent à 26 milliards, dont 11 milliards pour le traitement des fonctionnaires civils (environ 22'000) et 9 milliards pour les dépenses militaires (environ 30'000 soldats).

Ces dépenses ont été couvertes jusqu'à concurrence de 15 milliards par des ressources nationales (dont près de 14 milliards de recettes fiscales), ce qui signifie que l'Etat dispose à peine des ressources propres suffisantes pour payer ses fonctionnaires.

Le déficit restant a été couvert à concurrence de 8,5 milliards par des ressources extérieures, soit plus de 30 % du total de l'enveloppe budgétaire, qui se répartissent entre des subventions françaises (5 milliards de FCFA), américaines (1,6 milliard), et des facilités d'ajustement structurel (1,9 milliard). Le financement intérieur s'est élevé à 1,7 milliard.

Pour l'exercice 1988, le déficit prévisionnel est de 5 milliards de FCFA (estimation très optimiste).

A court et sans doute moyen terme, et tant que l'activité économique ne permettra pas d'élargir l'assiette fiscale, ce déficit devrait persister.

### b) Situation de la balance des paiements (cf. Tableau, Annexe 4)

L'analyse des comptes extérieurs du Tchad révèle un déficit structurel important de la balance commerciale avec un déficit record en 1987 égal à 45 milliards; les prévisions pour 1988 s'établissent à peu près au même niveau (47,5 milliards). Le taux de couverture des importations devrait de son côté légèrement augmenter de 42,3 % à 46,8 %. Celui-ci a connu dans le passé d'amples fluctuations du fait essentiellement des variations des recettes d'exportations cotonnières.

Alors que les importations ont augmenté à un rythme moyen de 15 % par an entre 1983 et 1987, les exportations de leur côté ont stagné. En 1987 la valeur de ces dernières était même très légèrement inférieure à celle de 1983. En 1988, toutefois, elles devraient augmenter sensiblement pour s'élever aux alentours de 42 milliards de FCFA (augmentation des revenus du coton).

Au déficit de la balance commerciale s'ajoute celui de la balance des services (48 milliards en 1987). Ce dernier est imputable aux dépenses de services non facteurs et plus précisément aux coûts du fret qui s'est élevé pour l'année 1987 à plus de 30 milliards (enclavement du pays).

En ce qui concerne la balance des paiements, le solde général ne fait apparaître qu'un léger déficit en 1987 qui s'élève à 2,3 milliards, en raison de l'importance des flux de capitaux extérieurs provenant essentiellement de dons et de prêts concessionnels à long terme. Les flux d'investissements directs, très importants dans les années 1985 et 1986 (investissements pétroliers) sont retombés aux alentours de 1 milliard de FCFA en 1987. Le déficit de 2,3 milliards de la balance générale est entièrement couvert par la facilité d'ajustement structurelle.

### c) L'endettement extérieur du Tchad

Un recensement exhaustif conduit à un encours de la dette extérieure, au 31 décembre 1987, de 80 milliards (dont 23 milliards d'arriérés) contre 74 milliards en 1984.

Le service de la dette s'est élevé à 841 millions en 1987. Les sommes dues à ce titre en 1988 devraient être de 3 milliards. Des projections montrent que d'ici 1992 le service de la dette du Tchad ne devrait pas excéder 4 milliards.

Par rapport aux états voisins du Sahel, le Tchad apparaît relativement peu endetté.

	1986 en %	Dette/PIB	SD/X	SD/PIB
Burkina Faso		41.8	14.8	2.3
Niger		50.9	27.9	4.6
Soudan		95.9	7.7	0.8
Tchad	suivant source:	36/28.2 (1987)	7.2	1.2.
Mali		95.7	14.2	2.1

(Source Banque Mondiale: Rapport sur le développement dans le monde, 1988)

Dette/PIB: encours de la dette publique par rapport au PIB  
 SD/X : service de la dette par rapport aux exportations  
 SD/PIB : service de la dette par rapport au PIB.

Mais, si le service de la dette reste dans des proportions tout à fait raisonnables par rapport au produit et aux exportations de biens et services, il convient de souligner que celui-ci représente d'ores et déjà une proportion importante du budget de l'Etat (28 % des ressources budgétaires propres en 1988) et des problèmes de remboursement se poseront au niveau budgétaire.

Cependant, les indicateurs-standard ne permettent pas de classer le Tchad parmi les pays ayant des difficultés de service de la dette. Les arriérés pourtant sont importants, notamment vis-à-vis de la BEAC (ces arriérés doivent être réglés dans le contexte du programme d'ajustement). De plus, le financement du déficit par la création monétaire est, dans la zone franc, strictement contrôlé, les avances consenties au Trésor ne pouvant excéder 20 % des recettes budgétaires de l'année précédente. Aussi, compte tenu du déficit déjà très important des finances publiques, l'Etat risque d'être contraint de faire de plus en plus appel aux emprunts extérieurs et le problème d'endettement risque de s'accroître à la fin des années 90.



### 2.3. Auslandsabhängigkeit

Wie aus den Angaben zur Zahlungsbilanz hervorgeht, ist der Tschad ohne äussere Unterstützung kaum lebensfähig. Diese Dependenz wird noch ausgeprägter angesichts der Konzentration der Wirtschaftsbeziehungen auf einige wenige Länder und der Beschränkung der Exportprodukte fast ausschliesslich auf die Baumwolle.

Bezüglich Exporteinnahmen beträgt der Baumwollanteil - je nach Jahr - zwischen 45 und 75 % (Mittelwert 63%; die Projektionen ab 1988 rechnen mit einem Durchschnittswert von rund 50 %). Das Absacken der Baumwollpreise 1985-87 traf den Tschad deshalb in starkem Ausmass (86 + 87 je ca. 8 Mia CFA auf Exporte von rund 34 Mia CFA = 23 %!), ohne dass er die Möglichkeit gehabt hätte, auf die Ereignisse in irgendeiner Art Einfluss zu nehmen. Zusätzlich übte die Wechselkursfluktuation des CFA (resp. FF) gegenüber dem Dollar einen nicht unerheblichen negativen Einfluss auf die Exporterlöse aus.

Neben der Baumwolle spielt noch der Viehexport eine bedeutende Rolle; darüber sind jedoch keine zuverlässigen Zahlen verfügbar. In den Projektionen wird mit ca. 30 % Exporteinnahmen in diesem Bereich gerechnet; allerdings erfolgt der grösste Teil der Ausfuhren illegal nach Nigeria und entzieht sich somit jeder Beeinflussung durch den Staat.

Bezüglich Handelspartner besteht ebenfalls ein sehr einseitiges Abhängigkeitsverhältnis: die Exporte gehen zu über 50 % an die EG, während 86 % der Importe durch Kamerun (26,1), Frankreich (33,6) und die USA (26,5) bestritten werden. Auch gegenüber seinen Handelspartnern verfügt der Tschad kaum über Spielraum und ist aufgrund seiner Isolation insbesondere zur Erhaltung guter Beziehungen zu Kamerun (und Nigeria) gezwungen.

### 2.4. Strukturanpassungen

Obwohl der Tschad - vor allem wegen "ungenügender" Verschuldung - erst im Frühjahr 1989 im Rahmen der FSA als "éligible" erklärt wurde, hat die Regierung bereits ab 1987 mit Hilfe des IWF und der Weltbank eine teilweise Strukturanpassung eingeleitet, die eine Erhöhung des Wachstums auf 2 Prozent und eine Stabilisierung der Inflation (10 %), des Budgetdefizits und des Zahlungsbilanzdefizits für die Jahre 1987-90 vorsieht. Entsprechend der Bedeutung der Baumwolle nimmt dabei die Rehabilitation der "Cotontchad" den wichtigsten Platz ein: die Reformmassnahmen (Abbau der Subventionen für Dünger und Pestizide, Schliessen gewisser Fabriken, Entlassung Personal, etc.) wurden sehr rasch realisiert und brachten bereits erfreuliche Resultate (Produktionskostensenkung von 1000 CFA/kg Baumwolle auf 450 und dadurch Eigendeckung der Kosten durch die Cotontchad).

1988 wurde zusätzlich ein "Crédit de Réhabilitation financière" ausgehandelt, der vor allem die öffentlichen Finanzen sowie Teilbereiche von Sektorstrategien betrifft. Die Vorbereitung eines eigentlichen Strukturanpassungsprogramms ist für 1990 vorgesehen.

All diese Massnahmen können aber nicht darüber hinwegtäuschen, dass die momentane wirtschaftliche Basis des Landes sehr schwach ist (nur 6 wirkliche Industriebetriebe) und die Anpassungsphase stark die Bevölkerung treffen wird, deren pro capita-Einkommen in den nächsten Jahre eher ab- als zunehmen wird.



Dementsprechend gross sind die Erwartungen in das in Ausarbeitung stehende PADS-Programm (Programme d'Action pour le Développement social), das - unter Beteiligung der DEH - im Rahmen von Sektorprogrammen punktuelle Realisierungen vorsieht (Beschäftigungsförderung im urbanen Bereich; Basis-Gesundheitsprogramm in N'Djaména; Unterstützung der Wiedereingliederung von entlassenem Personal; Verbesserung Infrastrukturen in N'Djaména) sowie, im üblichen SDA-Rahmen, die Erarbeitung der zu einer besseren konzeptuellen Planung nötigen quantitativen Angaben.

Zu vermerken ist insbesondere die Aufnahme dieses PADS-Programms vor einer eigentlichen Strukturanpassung

## 2.5. Soziale Aspekte

In Folge der Kriegereignisse - zerstörte Dörfer, Landflucht, Bevölkerungsverschiebungen, Auswanderung - ist die Uebersicht über die Bevölkerungsverteilung, Lokalisierung der Dörfer, usw. verlorengegangen. Ein Zensus soll nun dazu beitragen, dass mindestens die wichtigsten Eckdaten ausgearbeitet werden können.

Generell ist festzuhalten, dass während des Kriegs die Strukturen des Staats fast vollständig zusammengebrochen sind und Gesundheitsdienste und Schulen nur noch teilweise in einigen Städten aufrechterhalten werden konnten. Ueber Elterngruppierungen versuchten viele Dörfer, diesen Mangel aufzufangen und mit Hilfe von ONG's, bilateralen Gebern und Missionen ein Minimum an Gesundheitsdiensten und Ausbildung anzubieten. Trotz grosser staatlicher Bestrebungen ist die Situation aber auch heute noch äusserst prekär:

- Die durch Dürre bedingte Migration in Städte und militärische Aushebungen führten zu einem Rückgang der aktiven männlichen Bevölkerung auf dem Lande (53% Frauenanteil). Reduzierte Bareinkommen (Produktionsrückgang durch Dürre; Inputversorgung für Baumwollanbau unterbrochen usw.) führten zu einer Verarmung der ländlichen Regionen und einer (vorläufigen?) Konzentration auf Eigenversorgung. In der nomadischen Kultur ist eine Beschleunigung des Verarmungsprozesses und eine zunehmende Sedentarisierung festzustellen.
- Die Armut in den Städten findet Ausdruck in einem mittleren Einkommen von rund 25'000 CFA/Monat (125.- FS). Insgesamt zählt der Tschad nur ca 60'000 Angestellte (Verwaltung, Militär, Industrien), was ca 2 % (!) der aktiven Bevölkerung entspricht; während Jahren erhielten sie nur 50-60% des vorgesehenen Salärs. Die minimalen Lebenskosten (Nahrung/Wohnung) für eine Familie werden auf 24'000 CFA geschätzt. Die vorab im informellen Sektor "beschäftigte" aktive städtische Bevölkerung dürfte weit unter diesem Mittelwert liegen.
- Punkto Ernährung zählt der Tschad mit Aethiopien, Mozambik und Guinea zu den 4 Staaten mit dem geringsten Kalorienangebot (1985: 1733/Tag).
- Die Einschulungsrate beträgt ca 30 % (inkl. Missionsschulen, écoles spontanées, etc.), wobei jedoch nur ca 1/4 der Schüler die 6 obligatorischen Schuljahre absolvieren. Das Staatsbudget reserviert ca. 12 % seiner Mittel für die Ausbildung (davon rund 95 % für Saläre): im afrikanischen Vergleich eine der schlechtesten Situationen.



- Im Gesundheitsbereich sind 2/3 der Infrastrukturen während des Kriegs zerstört und seither nur teilweise wiederaufgebaut worden. Die 2-3 % des Staatsbudgets für den Gesundheitsbereich genügen kaum für die Löhne: wie bei den Schulen ist der Tschad auch bei der Gesundheit für fast alle Investitionen und Materiallieferungen (Medikamente) auf äussere Unterstützung angewiesen. Mit einer Kindersterblichkeit von 210 ‰ und einer Aerztedichte von 1 Arzt auf 39'000 Personen sind die Verhältnisse im Tschad wesentlich schlechter als im übrigen Afrika. Dementsprechend ist die Bevölkerungszunahme mit 2,5 ‰ relativ gering.

## 2.6. Umwelt

Die Bevölkerung des Tschad sieht sich vielfältigen und generell äusserst labilen Umweltbedingungen gegenüber. (Uebergangsbereich von ariden Gebieten pastoraler Viehhalter im Norden zu den feuchteren Ackerbauzonen der Kleinbauern im Süden) (vgl. Anhang 1).

Die stark schwankenden Niederschläge und die hohe, während der vergangenen Jahrzehnte noch angestiegene Dürrewahrscheinlichkeit sind in Verbindung mit einer auch weiterhin zunehmenden Bevölkerung und der Sesshaftwerdung vormals nomadisierender Viehhalter massgebend verantwortlich für die hohe und zunehmende Anfälligkeit der tschadischen Bevölkerung für Hungerkrisen.

Das Ungleichgewicht von Produktion und Bedarf an Nahrungsmitteln widerspiegelt sich auch an der Uebernutzung und Zerstörung der natürlichen Grundlagen: Degradation von Böden, Vegetation und Wasserreserven sind die langfristig einschneidenden Folgen. 0,6% der Wald- und Buschgebiete des Tschad verschwinden jährlich, ohne durch Aufforstungen entsprechend kompensiert zu werden. Auf 80% des tschadischen Staatsgebietes besteht eine hohe bis sehr hohe Verwüstungsgefährdung aufgrund anfälliger, labiler Böden. Auf 30% des Territoriums besteht Versalzungsgefährdung und auf 20% der Fläche trägt Winderosion zu dieser Desertifikation bei. Der Druck der Tierbestände wiederum wirkt sich auf 15% des Territoriums verwüstungsgefährdend aus.

Das Auseinanderklaffen von Angebot und Nachfrage an landwirtschaftlichen Produkten in bestimmten Regionen einerseits und die veränderten welt- und binnenwirtschaftlichen Rahmenbedingungen andererseits erfordern eine relativ rasche Anpassung der überlieferten, vormals geeigneten Landnutzungsformen, des Bodenrechts, technischer Vorgehen usw.. Nachhaltig höhere Flächenerträge sind verlangt. Die Einführung des Tierzugs im Süden des Landes beispielsweise soll zu dieser Intensivierung der Bodennutzung beitragen und eine weitere Ausdehnung der Ackerbauflächen in Wald- und Buschgebieten verhindern.

## 2.7. Ausblick

Wie bei den politischen Aspekten ist auch für den wirtschaftlichen Bereich festzuhalten, dass viele grundsätzliche Probleme noch der Lösung harren. Zwar versucht die Regierung, mit der Strukturanpassung die Basis für ein zukünftiges Wachstum zu legen. Aber:

- Man darf sich keine Illusionen machen: die wirtschaftliche Basis ist so schwach, der Spielraum so gering, die äusseren und inneren Faktoren so einengend (Isolation, Klima, Ausbildungsstand, Sparquote), dass auch bei relativ guten Resultaten absolut gesehen kurz- und mittelfristig kaum messbare Fortschritte für die Bevölkerung zu erwarten sind.



Wie die anderen Sahelländer ist der Tschad von äusserer Hilfe und äusseren Entscheiden (Baumwollpreis) abhängig, die von ihm kaum beeinflusst werden können. Alternative Lösungen (etwas anderes produzieren als Baumwolle?) sind nicht in Sicht; die anderen Rohstoffe (grosse Erdölreserven) sind preislich nicht konkurrenzfähig. Eine wirtschaftlich tragfähige Basis ist also nicht vorhanden und damit de facto auch keine effektive Autonomie des Staats.

- Das ganze Bestreben des Tschad kann deshalb nur darauf ausgerichtet sein, langfristig die Abhängigkeit von aussen so weit wie möglich zu verringern. Dies dürfte, angesichts der Stärke des traditionellen Sektors, mindestens mit der Erreichung der Autosuffizienz in der Nahrungsmittelversorgung möglich sein; dies bedeutet, das Entwicklungsschwergewicht auf den ruralen Bereich zu legen.
- Auch das Bestreben, mittel- bis langfristig mindestens die Deckung der Grundbedürfnisse der Bevölkerung zu erreichen, wird vom Tschad nicht allein getragen werden können; eine teilweise Uebernahme der "frais récurrents" durch die Geber ist notwendig. Damit stellt sich erneut die Frage, ob nicht für solch marginalisierte Länder im Sinne eines Finanzausgleichs gewisse Basisdienstleistungen (Gesundheit, Ausbildung) voll und langfristig von aussen finanziert werden müssten.
- Obiger Ueberlegung folgend hat man sich auch von der Idee zu lösen, dass der Tschad seine Beteiligung an Projekten (ausser finanziell rentablen Aktionen) ausbauen und später eine alleinige Weiterführung realisieren kann. Insbesondere Aktionen im sozialen Bereich sind im Bewusstsein anzugehen, dass eine permanente Unterstützung geleistet werden muss.

### 3. ENTWICKLUNGSPOLITIK DES TSCHAD

---

#### 3.1. Schlüsselprobleme und Potentialitäten

Wie aus den beiden ersten Kapiteln hervorgeht, stellen sich im Tschad eine ganze Reihe von negativen Faktoren einer Entwicklung entgegen. Zusammenfassend lassen sich die wichtigsten Schlüsselprobleme wie folgt auflisten:

- Unsichere weil stark variierende ökologische Lebensgrundlagen, mit häufigen Dürren und beschränkten Möglichkeiten eines diversifizierten landwirtschaftlichen Anbaus, mit hoher Gefährdung der Uebernutzung der natürlichen Ressourcen und damit der Verwüstung.
- Isolation des Landes und mangelnde interne Infrastruktur (30 km geteerte Strassen!), was den Handel und die Versorgung äusserst stark einschränkt, resp. verteuert.
- Sehr tiefer Grad der sozialen Betreuung der Bevölkerung, verbunden mit einer Auswanderung von Kaderleuten.
- Äusserst limitierte eigene finanzielle Ressourcen und damit grosse Abhängigkeit von äusseren Faktoren (Baumwollpreis; Geber).
- (Zu) schmale industrielle Basis und fehlende interne Kaufkraft.
- Politisch unsichere Situation sowohl im Innern des Landes als auch gegen Aussen und dadurch Absorption enormer Kräfte und Mittel.



Diese negativen Aspekte dürfen aber nicht dazu führen, die Entwicklungspotentialitäten des Tschad zu übersehen, die in Zukunft - unter Voraussetzung einer stabilen politischen Lage - doch zu einer wesentlichen Verbesserung der jetzigen Situation führen dürften:

Eine Bevölkerung, die den Krieg überwinden und sich dem Wiederaufbau widmen will.

Landwirtschaftliche Diversifikation: der Widersinn der bisherigen fast ausschliesslichen Ausrichtung der Landwirtschaft auf die Baumwollproduktion wurde durch die grossen Saheldürren und vor allem den Preiszerfall für Baumwolle drastisch aufgedeckt. Eine gewisse Umpolung sollte dem Tschad mindestens eine Autosuffizienz im Nahrungsmittelbereich ermöglichen (bisher sind erst wenig über 10 % der Landwirtschaftsfläche bebaut!), um wenigstens in einem Bereich unabhängig zu werden!

Grosse Expansionsmöglichkeiten ergeben sich z.B. in der Culture de décrue und z.T. im Irrigationsbereich (Flüsse Chari und Logone; Tschadsee) sowie bei der Viehzucht und beim Fischfang. Funktionierende Märkte und Transportkanäle vorausgesetzt, könnte der Tschad ebenfalls im Reis-, Gemüse- und Fruchteanbau wesentliche Produktionssteigerungen realisieren.

Rohstoffe: gemäss Explorationsberichten von Mineralölfirmen verfügt der Tschad über riesige Petrolvorkommen. Diese sind zwar (auf der Basis des heutigen Weltmarktpreises) nicht rentabel auszubeuten, stellen jedoch für das Land das einzige wichtiges Potential dar, das im Sinne einer "future exchange" sicher noch vermehrt ausgewertet werden könnte. Nach Konstruktion einer "Mini"-Raffinerie in N'Djamena kann eine kleine Lagerstätte ausgebeutet werden, die rund 80 % des tschadischen Konsums an Petrolprodukten abdecken wird und Importe im Werte von ca 8 % des BSP substituiert. Dieser vorgesehene Ausbau im Erdölbereich bedeutet eine wesentliche Ankurbelung der tschadischen Wirtschaft und Erweiterung der industriellen Basis des Landes.

Privatisierung: Die andernorts vordringlichen Aenderungen - Privatisierung staatlicher Unternehmen - sind im Tschad nur beschränkt notwendig (insgesamt nur 36 Unternehmen, davon 14 gemischte Betriebe und 19 Kassen und Fonds; vgl. Anhang 5).

Hingegen haben die Kriegsjahre die Dynamik der Kleinstunternehmen aufgezeigt: nur sie waren in der Lage, auch in Krisenzeiten die wichtigsten Bedürfnisse der Bevölkerung zu decken. Eine Förderung dieses Sektors dürfte - auch angesichts des zunehmenden Urbanisierungsgrads - sowohl für die Produktion lokaler Güter als auch punkto Beschäftigung vielversprechend sein und bildet Teil des geplanten SDA-Programms.

Gemeinschaftsarbeiten: Parallel zum Secteur non structuré hat die Krisenlage in den ländlichen Regionen zu einer explosionsartigen Vermehrung und Verstärkung traditioneller und neuer Strukturen geführt, die in Substitution des Staates verschiedene Gemeinschaftsarbeiten realisiert haben (Schulhausbau und Führung von Schulen, Brunnenbau, Gesundheitsgruppen, Veterinärdienste, Kredite usw.). Diese lokalen Strukturen haben eigentlich das Ueberleben der Bevölkerung erlaubt und bilden nun eine gute Basis zum Aufbau einer auf effektiver Partizipation beruhenden Entwicklung.



Dezentralisierung: Mindestens in den Texten scheint sich abzuzeichnen, dass der Tschad bereit ist, auf diese inneren Kräfte und Initiativen abzustellen und eine dezentralisierte Entwicklung zu fördern: angesichts der ethnischen Heterogenität ist dies wohl die einzige Ueberlebenschance für das Land. In Realität ist die Tendenz jedoch weit weniger klar: obwohl sie angesichts der ungenügenden Mittel nie landesweit wird agieren können, versucht die Administration doch von N'Djamena aus die Dinge zu steuern; lokale Strukturen der Regierung haben de facto kaum Einflussmöglichkeiten und Hisseine Habré meinte vor einigen Jahren, auf unser helvetisches System angesprochen: "Le fédéralisme est la fin du Tchad".

Wenn auch die Kriegssituation zu einer Besinnung auf neue Möglichkeiten und zu einer gewissen Öffnung auf neue Lösungen geführt hat, scheint doch die Frage einer effektiven Dezentralisierung (und nicht nur "déconcentration" der Aufgaben ohne Kompetenzen) und einer Vertrauensgewährung an lokale Organisationen weiterhin offen.

### 3.2. Entwicklungsplanung

#### 3.2.1. Plans de développement

Avec la prise de pouvoir par Hisseine Habré en 1982, une planification - timide - du développement a été mise en route. Vu le délabrement du pays, il était prioritaire de commencer par réhabiliter et reconstruire en mettant l'accent sur l'autosuffisance alimentaire tout en intégrant cette étape transitoire dans un plan de développement plus ambitieux, assis sur les réalisations et les données statistiques (relativement peu fiables) de la phase transitoire.

Ainsi donc, la politique de développement s'articule autour de trois phases:

1ère phase: Plan d'urgence = Réhabilitation et reconstruction  
Période: 1982 - 1985

2ème phase: Plan intérimaire = Consolidation des réalisations du plan d'urgence et début des actions de base d'un développement plus ambitieux  
Période: 1986 - 1988

3ème phase: Réalisation d'un plan quinquennal devant se traduire par une mutation quantitative et qualitative du développement (en préparation).  
Période: 1989/90 - 1993.

Elaboré dans un contexte d'incertitudes économiques et financières, le Plan Intérimaire 1986 - 1988 s'assigne la double tâche d'une consolidation de la situation et de la mise en oeuvre d'une stratégie de développement. Il a pour vocation d'assurer la transition entre une phase de reconstruction inachevée et un avenir difficile à appréhender. A cette fin, le Gouvernement a élaboré une stratégie d'ensemble pour le développement du pays qui a permis d'orienter les stratégies sectorielles et les différents programmes d'action. Cette stratégie s'articule autour de 4 objectifs majeurs:

- a) Garantir les besoins essentiels de la population, même en cas de retour ou de persistance de la sécheresse, en visant à l'autosuffisance alimentaire dans chaque région, à commencer par celles où le déficit potentiel est le



- plus grand, et en assurant sur tout le territoire une couverture sanitaire suffisante, axée sur la promotion et le développement des soins de santé primaires et le renforcement des structures de base existantes;
- b) Corriger rapidement les conséquences persistantes de la sécheresse, en reconstituant le cheptel sur une base rationnelle d'exploitation; en assurant la réinstallation permanente des populations déplacées par la sécheresse; en luttant contre la désertification; et en accélérant le programme d'hydraulique pastorale et villageoise;
  - c) Augmenter durablement la production, par une intensification et diversification des productions animales et végétales pour dégager un surplus exportable; par une meilleure intégration de l'agriculture, de l'élevage et des forêts; par la mise en valeur des ressources naturelles; par l'amélioration des structures commerciales et financières; par le développement des échanges avec les Etats voisins; et par le désenclavement du pays;
  - d) Assurer une distribution équitable des revenus, en réduisant les disparités régionales; en développant la participation active des populations; en accroissant les revenus monétaires des populations rurales; et en améliorant l'efficacité de l'Administration.

D'autre part et pour la première fois depuis 1975, un Budget d'Investissement a été établi et adopté en décembre 1987. Il a un caractère d'exercice de prévision des recettes et de leur utilisation avec un volume planifié des investissements de 1988 - 1990 de 160 milliards de CFA. Pour 1988 étaient prévus des travaux pour environ 69 milliards de CFA (= ca. 350 Mio sFr.) financés à 100 % par des sources extérieures. Les investissements sont répartis entre 5 secteurs:

Développement intégré	16,0 milliards CFA	10,0 %
Agro-sylvo-pastoral	30,9	19,3 %
Mines, Industrie, Energie	40,6	25,4 %
Infrastructure, Transport	34,8	21,8 %
Ressources humaines	29,4	18,5 %
Accompagnement du développement	7,9	5,0 %

Les stratégies sectorielles sont précisées comme suit (3 secteurs intéressant spécialement notre programme):

Agriculture: Les sécheresses ont mis en relief un problème structurel du Tchad: les régions de la zone sahélienne sont généralement déficitaires en céréales, celles de la zone soudanienne autosuffisantes ou excédentaires. Les échanges interrégionaux étant insuffisamment développés (problèmes de communications, transport), la stratégie agricole prévoit de:

- 1) minimiser les fluctuations de la production et
- 2) encourager la commercialisation, en particulier les échanges interrégionaux.

En dehors des mesures à prendre pour promouvoir la production, développer les circuits de commercialisation et de la sécurité alimentaire, le Gouvernement a prévu de centrer son action sur des domaines tels le développement des institutions d'encadrement, la recherche, l'amélioration des semences et des techniques culturales, le crédit agricole, l'amélioration de la gestion de l'eau et la diversification de la production agricole.



Bien que le Tchad ait fait un relativement bon usage de l'aide alimentaire internationale, une meilleure maîtrise s'impose en vue de stabiliser les prix du marché et éviter un découragement des paysans dans des années de bonne pluviométrie. D'où l'importance de systèmes de sécurité alimentaire efficaces au niveau de chaque région.

Education: Pour faire face aux besoins les plus élémentaires, le Tchad prévoit de concentrer ses maigres ressources sur le développement et la restructuration de l'enseignement primaire.

La stratégie du Gouvernement vise les objectifs suivants:

- 1) encourager la participation communautaire à la gestion et au financement du sous-secteur et
- 2) renforcer et développer la formation et le recyclage des enseignants.

Une fois les besoins fondamentaux du système d'enseignement primaire assurés, le Tchad s'occupera des priorités à long terme de l'enseignement secondaire et post-secondaire.

Santé: Les soins de santé ont fait l'objet de nombreuses interventions prolongées d'organismes de bienfaisance, d'ONG's et de groupes confessionnels. Nombre d'entre eux ont mis en place des réseaux de soins, qui fonctionnent pour la plupart indépendamment du système de santé national et rendent ainsi plus complexe la coordination des services de santé et la définition et l'application d'une stratégie nationale. Cependant, une stratégie dans ce domaine est plus que nécessaire en vue d'assurer l'allocation la plus efficace des maigres ressources. Aussi, le Gouvernement prévoit de s'occuper surtout de ces deux problèmes (stratégie, coordination) tout en essayant de trouver des moyens supplémentaires pour financer les soins de santé. Dans ce domaine, comme dans celui de l'éducation, le recouvrement des coûts offre des possibilités. Le nombre de plus en plus important de dispensaires et de pharmacies organisés par les communautés qui font payer leurs services démontre que l'accès aux soins de santé est sans doute un obstacle plus important que le pouvoir d'achat (à condition toutefois que les tarifs des soins demeurent modestes).

### 3.2.2. Beurteilung

Das Positive vorweg: nach einem einschneidenden Unterbruch während des Krieges versucht sich der Tschad wieder ein Instrument zu geben, um die Zukunft des Landes auf einige grössere Zielsetzungen auszurichten und um die mageren Mittel gezielter einzusetzen. Nachdem der "Plan d'urgence" eigentlich nicht viel mehr vorsah, als wieder auf den Stand "d'avant guerre" zu gelangen (insbesondere Wiederaufbau staatlicher Behörden und Infrastrukturen), lassen sich aus dem Plan Intérimaire doch einige Hauptstossrichtungen herauschälen, die für den nun folgenden Entwicklungsweg des Tschad Weichen stellen. Dass dabei die ländliche Entwicklung im Vordergrund steht und eine "Autosuffisance alimentaire" angestrebt wird, zeigt auf, dass der Tschad realistisch ist und seine beschränkten Möglichkeiten anerkennt.



Kritisch ist zum "Plan intérimaire" folgendes zu bemerken:

- Der Plan ist so generell gehalten, dass alle ihm zustimmen müssen. Damit wird jedoch eine Gelegenheit versäumt, um - ausser der ländlichen Entwicklung - präzisere Prioritäten und eine klarere Abfolge von Aufgaben gemäss ihrer Dringlichkeit aufzuzeigen. Dementsprechend ist die Planung wenig prospektiv und innovativ.
- Das klassische Entwicklungsschema, mit einem zentralen Vorgehen und einer Staatsverantwortung für die Entwicklung, ist in keiner Weise durchbrochen. Die politische Bedeutung der Erfahrungen der Kriegszeit (Eigenentwicklungsbestrebungen der Bevölkerung) werden kaum aufgenommen.
- Dementsprechend unbefriedigend sind die Ueberlegungen zur Auslagerung von Kompetenzen an regionale und lokale Gruppierungen, ONG's usw. Neben den üblichen Slogans (Participation active) wird die Beteiligung der Bevölkerung vor allem in der Uebernahme der Kosten gesehen (Gesundheit, Schulen) und nicht in einer Uebernahme von Verantwortung für ihre eigene Entwicklung.
- Die Absichten des Staats stehen in keinem Verhältnis zu seinen materiellen und personellen Kapazitäten. Die Notwendigkeit einer vollständigen Aussenfinanzierung für alle Aktionen erhöht zudem die Gefahr einer steigenden Aussenverschuldung.
- Ueberlegungen zur Stellung der Frau im tschadischen Entwicklungskontext sowie Analysen zur ökologischen Situation sind nur punktuell, ohne grösseren konzeptuellen Rahmen vorhanden.

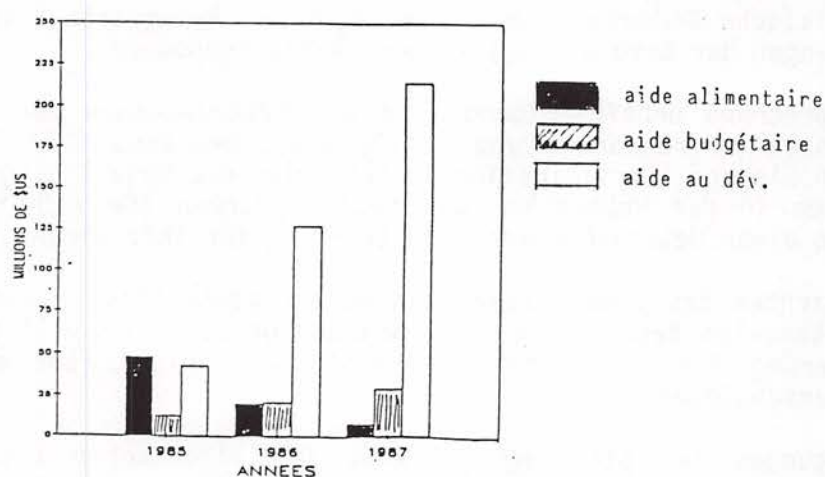
Generell gesehen vermag der "Plan intérimaire" zwar Richtungen aufzuzeigen; für die konkrete Arbeit ist er jedoch zu wenig strukturiert und operationell. Dieser Mangel wurde teilweise durch Rundtischgespräche aufgewogen, die in Folge der Table Ronde von Genf (1985) gewisse Sektoren vertiefter analysierten und koordinierten (agro-sylvo-pastoral 1986; transport 1988; BET 1988). Die Resultate dieser Treffen sollten jedoch hauptsächlich im neuen 5-Jahresplan berücksichtigt werden, der momentan in Ausarbeitung steht und anfangs 1990 den Gebern unterbreitet werden soll. Erste Ausschnitte (z.B. Landwirtschaft) zeigen deutliche konzeptionelle und methodologische Verbesserungen auf.

### 3.3. Aide extérieure

#### 3.3.1. Quelques chiffres:

En 1987, les bailleurs de fonds ont apporté une aide estimée à 65 milliards de FCFA correspondant aux financements de projets d'investissement pour 31,8 milliards FCFA, le solde représentant un appui au fonctionnement d'institutions ou projets nationaux.

La structure de l'aide pour les années 1985 - 1987 se présente comme suit:



La répartition sectorielle prévue de l'aide pour les années 87-91 permet de constater une adaptation satisfaisante aux priorités du Plan intermédiaire:

SECTEURS	en millions de FCFA	en %
Développement intégré	56'276	12,4
Agro Sylvo Pastoral	94'180	20,8
Mines Industries Energie	45'406	10,0
Infrastructures Tranports	109'286	24,2
Ressources humaines	57'351	12,7
Accompagnement du développement	89'809	19,9
TOTAL	452'308	100,0

(Source: Ministère du Plan)

L'inventaire traduit également une répartition géographique acceptable: la région de N'Djaména ne recevra que 16 % des décaissements, les projets de la zone sahélienne et soudanienne en recevront, respectivement 21 et 26 %, les 36 % restants seront affectés à des projets nationaux débordant un cadre strictement régional.



Les modalités de l'aide sont généralement adaptées aux contraintes financières du pays. Environ trois quarts des décaissements envisagés sont des dons et un quart des prêts, à des conditions concessionnelles, avec pourtant une augmentation substantielle de la part des prêts pour les prochaines années. Globalement, 50-60 % de l'aide proviennent de l'aide bilatérale: la France vient en tête suivie des Etats-Unis. L'Italie, l'Allemagne Fédérale et la Suisse se relayent suivant l'année à la troisième place. Les organismes multilatéraux fournissent ca 45 % des décaissements, les ONGs étrangères participent avec 5 % à l'aide globale (voir Annexe 6).

Les caractéristiques des aides extérieures peuvent être définies comme suit (chiffres 1987).

France: 28 % de l'apport total, en grande partie aide budgétaire et militaire, ainsi que crédits par la CCCE. Soutien au coup par coup, avec grande influence sur l'administration.

USA: 10 % de l'aide, surtout aide alimentaire, soutien budgétaire (et matériel militaire). La grande partie est réalisée à travers des ONG's.

Italie: Infrastructures; aide liée, à travers la famille du PNUD ou des entreprises italiennes.

Marché commun: 24 %: aide multisectorielle, limitée à la région Lac Tchad-N'Djaména, ainsi que Stabex

A noter aussi quelques petites actions financées par l'Algérie et l'Egypte.

L'effort des ONGs étrangères au Tchad est important. Il est caractérisé par une souplesse opérationnelle et une efficacité adaptées aux situations difficiles. Toutefois, ces interventions, quelquefois dispersées, sans volets de formation et en marge de l'administration tchadienne, comportent des risques auxquels une meilleure coordination et intégration pourraient remédier. Les ONG's locales, constitués à partir de 1988, restent pour le moment relativement insignifiantes.

### 3.3.2. Appréciation

La coordination internationale - organisée par le PNUD à travers les tables rondes - ne trouve pas encore sa continuation au Tchad même: le comité de coordination des aides extérieures fonctionne mal et l'administration, démunie de moyens, ne remplit pas son rôle avec toute l'efficacité souhaitable. La coordination sectorielle (Aide alimentaire; santé; criquets) entre donateurs et entre ONG's cependant devient de plus en plus fréquente.

Compte tenu des faibles possibilités d'augmenter les revenus fiscaux au Tchad, la communauté des bailleurs de fonds devra supporter, pendant longtemps encore, l'essentiel des coûts récurrents et la totalité des investissements dans le domaine des projets de développement, ainsi que des services sociaux de base tels que la santé et l'éducation.



A ce propos, il faut souligner que sur les 3 premières années de programmation (1987, 1988 et 1989) seulement 43 % du total de l'aide seront directement affectés à des dépenses d'investissement. Cette insuffisance d'orientation des projets vers les secteurs directement ou indirectement productifs aboutit à la constatation d'un impact faible sur la croissance.

Orientées au départ vers la réorganisation et la consolidation de l'économie, les aides ont sans doute permis de maintenir le niveau d'activité, tout en compensant les déficits alimentaires ou budgétaires. Les données du PIB ne traduisent toutefois pas encore l'impact des investissements réalisés avec ces aides, par une remontée sensible de la production: un problème qui devra être étudié plus à fonds lors de la préparation et la discussion du "premier" Plan quinquennal de développement.

#### 4. DIE ZUSAMMENARBEIT ZWISCHEN DEM TSCHAD UND DER SCHWEIZ

---

##### 4.1. Présence suisse au Tchad

Les premiers soutiens en faveur du Tchad concernaient des actions mises en oeuvre par des organisations non-gouvernementales suisses et des missions religieuses. Avec le premier engagement pour un projet et l'envoi d'experts suisses aux Centres de Formation Professionnelle Agricole du Moyen-Chari (CFPA) en 1965, les bases pour une coopération bilatérale sont jetées. Ce programme se développe harmonieusement et touche progressivement deux autres secteurs prioritaires: l'Education Nationale (à partir de 1970) et la Santé Publique (dès 1971) et atteint des versements de 3,1 Mio de Francs suisses en 1978. Le volume de l'aide diminue sensiblement durant les années 1979 à 1982 (annexe no 7) suite à la guerre interne.

Les années 1982-1984 sont caractérisées par une faible reprise des activités économiques et de reconstruction ainsi que de deux années consécutives de sécheresses graves (1983/84). La coopération suisse (e.a. grâce à l'engagement efficace du Corps suisse en cas de catastrophe) est dominée par l'aide humanitaire et alimentaire: 62 % contre 38 % destinés à la coopération technique qui, après une amélioration substantielle de la situation politico-militaire, représente en 1985 de nouveau 61 %, voire 95 % en 1988 (incl. Stabex; moyenne annuelle 1962-1986: 67 %); les versements atteignent 6 Mio de francs en 1987 et 12,3 Mio en 1988 (incl. aide financière et "Stabex Suisse"), ce qui équivaut à environ 4 % des apports extérieurs.

##### 4.2. Ergebnisse und Erfahrungen

Gesamthaft gesehen charakterisiert der Tschad die schweizerische EZ folgendermassen: "La renommée de l'aide suisse est excellente, le volume encore timide". Dies obschon die Realisierungen und angestrebten Aenderungen wesentlich langsamer realisiert werden als ursprünglich erhofft. Erfreulich ist die starke Verankerung der Arbeit im tschadischen Kontext: Zeichen dafür ist das Andauern der Aktionen während des Kriegs, z.T. durch die Bevölkerung selbst getragen und ausgeführt. Diese kontinuierliche, flexible und lang anhaltende EZ hat uns gestattet, vertiefte Kenntnisse über Land und Bevölkerung zu erwerben; für den Tschad



erlaubten diese Kontakte ein Kennenlernen unserer Denk- und Arbeitsweise und beiderseits den Aufbau eines Vertrauensverhältnisses, das sich in engen persönlichen Kontakten und dadurch möglichen recht grossen Einflussnahmen auf tschadische Positionen in einzelnen uns vertrauten Bereichen äussert.

Neben den üblichen Faktoren (LDC, soziale Probleme, Verwüstung, Ausbildungsnotwendigkeiten, Versorgungsmängel, etc.) scheint uns dieses "Image", resp. diese "besondere" Beziehung zum Tschad ein Grund zu sein, unsere Zusammenarbeit weiterzuführen. Hauptargument ist jedoch die Tatsache, dass während und nach den tschadischen Krisen die Bevölkerung gezwungen war, sich selbst zu helfen, und damit ein Prozess einer Autopromotion ausgelöst wurde, der für eine positive EZ eine vielversprechende Basis abgibt. Mit einer Beruhigung der militärisch-politischen Situation dürfte auch seitens der Regierung die Bereitschaft zur Förderung solcher Bestrebungen wachsen.

Generell aber ist und bleibt die Administration weiterhin sehr schwach, auf dem Terrain entwicklungsmässig wenig präsent und von der Bevölkerung kaum geschätzt. Die sich daraus ergebenden "Freiheiten" für die Geber werden behindert durch ein kaum existent Engagement des Staats, fehlende konzeptuelle Mitarbeit sowie Interesse vor allem für Mittel und kaum für Methoden und Strategien. Zu erwarten ist immerhin eine Verstärkung der koordinierenden Aktion durch die Fachministerien, wobei jedoch kaum Mittel für die Umsetzung der Absichten vorhanden sind. Eine gewisse Geberunterstützung an die Administration zwecks Erbringung der notwendigen Service- und Koordinationsleistungen scheint uns deshalb für die uns interessierenden Bereiche angezeigt. Daneben gilt es, über andere Kanäle (ONG, Genossenschaften, Standesorganisationen) akzeptiertere Institutionen zu konsolidieren.

Dies würde es auch erleichtern, die Tendenz zur Entwicklung von Eigeninitiativen seitens der Bevölkerung vermehrt zusammenzufassen, zu strukturieren und zu unterstützen und in einem neuen, der stabileren Situation Rechnung tragenden Kontext zu gliedern. Angesichts des Vertrauens, das einige unserer Projekte bei der Bevölkerung geniessen (z.T. einzige noch funktionierende Struktur während des Krieges), empfinden wir es als Verpflichtung, den verschiedenen Dorfgruppierungen und -strukturen zu helfen, in einem geänderten Umfeld ihre Interessen einzubringen und zu verteidigen.

Diese Absicht bedingt auch für uns eine gewisse Anpassung, nämlich die Fortführung der Umstellung von einer eher humanitär ausgerichteten Hilfe auf eine technischere, professionellere Zusammenarbeit. Mit der Einführung von Autoevaluations, jährlichen Operationsplänen usw. wurde diese Arbeit schon vor einiger Zeit begonnen; der Prozess erweist sich jedoch als recht langwierig (neue Arbeitsmethoden, Aendern von Gewohnheiten).

#### 4.3. Schwergewichte der weiteren Zusammenarbeit

Die Faktoren, die eine Definition der schweizerischen Zusammenarbeit mit dem Tschad beeinflussen, sind äusserst vielfältig. Die wesentlichsten Elemente sind in den vorgängigen Kapiteln aufgeführt. Neben physischen, politischen, kulturellen, wirtschaftlichen und sozialen Grundtendenzen spielen natürlich die Entwicklungspläne des Tschad, die bisher realisierten Aktionen und Programme sowie die daraus gezogenen Erfahrungen eine wichtige Rolle.



Zusammenfassend seien vor allem folgende signifikanten Ueberlegungen nochmals wiederholt:

- Eine Entwicklung des Tschad hat von seinen Potentialitäten auszugehen. Vielleicht wird in weiterer Zukunft das Erdöl an Bedeutung gewinnen; für die nächsten Jahre jedoch ist nur eine Entwicklung basierend auf der landwirtschaftlichen Produktion möglich. Dabei steht die Autosuffizienz im Nahrungsmittelbereich im Vordergrund, ein Ziel, das nicht nur landwirtschaftliche, sondern auch verteilungspolitische Probleme aufwirft.
- Gemäss Erfahrungen in Aktionen in den südlichen Regionen des Tschad stehen in den ländlichen Entwicklungsprogrammen nicht so sehr Fragen der direkten Produktionssteigerung im Vordergrund (technisches Know-how) als vielmehr solche der indirekten Förderung über eine Verbesserung der Rahmenbedingungen (Preispolitik, Versorgung mit Inputs, Kredite), Erweiterung der Kenntnisse (funktionelle Alphabetisierung, Ausbildung) und vor allem Deckung minimalster Grundbedürfnisse (Wasser- und Gesundheitsversorgung). Diese multisektorielle Ausrichtung hat auf bereits bestehenden Strukturen und Kenntnissen aufzubauen, womit eine kulturelle Verankerung sowie eine Verstärkung der Identifikation der Bevölkerung mit den Aktionen ermöglicht wird.
- Die Verwaltung wird sich langsam bewusst, dass eine zentrale Führung kaum die erhofften Resultate erbringt und keineswegs den Aspirationen der Regionen entspricht. Eine Umstellung von einem Top-down-Approach zu vermehrter Service- und Koordinationsleistung scheint sich abzuzeichnen. Dieser Prozess sowie die interdepartementale Zusammenarbeit auf dem Terrain gilt es unbedingt zu unterstützen.
- Noch wenig bewusst ist das Problem der Erhaltung der natürlichen Ressourcen. Als Basis für den momentan allein wichtigen Produktionsbereich Landwirtschaft ist jedoch eine vertieftere Kenntnis der effektiven Situation, möglicher Massnahmen und entsprechender Information und Ausbildung von vitaler Bedeutung.

---

Aus diesen Ueberlegungen ergibt sich, dass ein Zusammenarbeitsprogramm vor allem bei den Bauern/Bäuerinnen anzusetzen hat, bei der Erhaltung ihrer Ressourcen, der Verbesserung der Rahmenbedingungen und Erbringung der notwendigen Serviceleistungen, aufbauend auf den Bestrebungen der ländlichen Bevölkerung zur Eigenorganisation und Verbesserung ihrer Lebens- und Arbeitssituation.

---



Diese Beurteilungen führen zu folgende Prioritätensetzung für die zu verfolgenden Pisten der EZ:

Sektor und Zielsetzung	Methoden /Inhalt	Hauptaktionen/Regionen (vgl. Details im Anhang)	komplementäre Aktionen
<u>Ländliche Entwicklung</u> mit dem Ziel einer grösseren Selbstbestimmung und Produktionssteigerung	<ul style="list-style-type: none"> <li>. Förderung Eigeninitiativen</li> <li>. Strukturierung Gruppierungen</li> <li>. technische Ausbildung</li> <li>. Deckung Grundbedürfnisse (zT)</li> <li>. Serviceleistungen</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>. CFPA Moyen Chari</li> <li>. Dévelop. rural Melfi</li> <li>. Swissaid Abéché</li> <li>. DEFPA Kaderausbildung</li> <li>. evtl Ajustement agricole</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>. APICA (Sarh) (landw.Technik)</li> <li>. Agrhymet(régional)</li> <li>. Stabex (Bawi)</li> <li>. Stipendien</li> </ul>
<u>Gesundheitswesen</u> im Hinblick auf eine Verstärkung der "Santé de base"	<ul style="list-style-type: none"> <li>. Förderung lokale Gesundheitsaktivitäten und -strukturen</li> <li>. Ausbildung</li> <li>. Gesundheitsplanung</li> <li>. Infrastrukturen/Medikamentenversorgung</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>. Services de Santé (Moyen Chari;N'Djaména)</li> <li>. SDA Tchad (N'Djaména)</li> <li>. Santé CRS (Biltine)</li> <li>. Hôpital Central (N'Djaména)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>. CFPA Moyen Chari</li> <li>. Stipendien</li> </ul>
<u>Beratung und Ausbildung</u> zur Festigung und Verbreiterung der eigenen Entscheidungs- und Handlungskompetenz (Administration/Gruppierungen)	<ul style="list-style-type: none"> <li>. Weiterbildung</li> <li>. spezialisiertes Consulting</li> <li>. Institutionbuilding</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>. INSH N'Djaména</li> <li>. Erdölfachmann</li> <li>. Centre Apica</li> <li>. Soutien à gestion économique (Volkszählung)</li> <li>. SDA Statistiken</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>. Stipendien</li> <li>. DEFPA Kaderausbildung</li> <li>. Gesundheitsplanung und Ausbildung</li> </ul>
<u>Umweltschutz</u> zwecks Erhaltung der natürlichen Ressourcen im Hinblick auf eine nachhaltige Nutzung	<ul style="list-style-type: none"> <li>. dörfliche Nutzungsplanung (aménagement terroirs)</li> <li>. technische Massnahmen</li> <li>. Verständnisförderung</li> <li>. Appui conceptuel et institutionnel (stratégie nationale de conservation)</li> </ul>	a.d.	<ul style="list-style-type: none"> <li>. Swissaid, Abéché</li> <li>. CFPA</li> <li>. Dév. rural Melfi</li> <li>. Centre APICA</li> <li>. DEFPA Ausbildung</li> </ul>

Diese Prioritäten werden gegebenenfalls ergänzt durch zeitlich befristete, punktuelle Massnahmen (humanitäre Hilfe während Dürreperioden; Aktionen SKH; Heuschreckenbekämpfung, etc), die weitmöglichst in Verbindung oder komplementär zu den Hauptzielsetzungen realisiert werden sollen.

Nicht mehr aufgenommen in die mittelfristige Programmausrichtung ist die bisherige Aktivität der "praktischen Primarlehrerbildung" (travaux pratiques). Nach rund 15 Jahren Mitwirkung bei der Einführung handwerklicher Tätigkeit und deren Integration in den Unterricht, der Ausbildung einer grossen Zahl von Lehrern, Materiallieferungen usw. ist die Basis gelegt, um dem Tschad eine eigenständige Weiterführung dieses Bereichs zu gestatten. Eine letzte Phase (1990-92) soll diesen Uebergang erleichtern.

Gefördert wird dieser Rückzugs-Entscheid durch die Tatsache, dass bei Schülern, Eltern oder Lehrern nur beschränkt eine Akzeptanz einer "praktischen" Ausbildung festzustellen ist: die bisherige Perzeption der Schule als Sprungbrett zu einem Verwaltungsposten ist noch zu stark präsent. Einem vertiefteren Engagement im gesamten schulischen Ausbildungsbereich steht einerseits die dominante Einfluss-



nahme Frankreichs entgegen sowie andererseits die Tatsache, dass nur eine Minderheit der Jugendlichen diesen Weg beschreiten können. Eine Unterstützung aktiver Elemente über fachspezifische Programme (z.B. CFPA) scheint uns vielversprechender.

Zu den einzelnen Prioritäten ergeben sich folgende Bemerkungen; (detaillierte Projektdarlegung im Anhang 8).

#### Ländliche Entwicklung:

-----

Die ausfallende staatliche Beeinflussung während der Kriegszeit hat deutlich aufgezeigt, dass sich die Bevölkerung für die von ihr als wichtig eingestuften Bereiche selbst zu organisieren versteht (Ausnahme: Inputs von aussen). Dementsprechend konnten verschiedene Teilaktionen unseres Projekts CFPA Moyon Chari auch während der Krise weitergeführt werden und stellen nun eine effektiv von der Bevölkerung gewünschte Struktur der ländlichen Entwicklung dar (insbesondere Mittelbeschaffung für Gruppierungen zwecks Realisierung eigener Initiativen wie z.B. Brunnenbau, Dorfläden inkl. Grundstock von Medikamenten, Alphabetisierung für Eigenvermarktung, Einführung "neuer" landwirtschaftlicher Produkte, Tiergesundheit, usw).

Dieses multisektorielle, auf Eigenverantwortung basierende Vorgehen soll weiterhin Basis sein für die ländlichen Projekte (CFPA, Melfi, Swissaid), ergänzt durch eine entsprechende Weiterbildung der Agents techniques (Appui Direction de la formation agricole) und Verbesserungen des landwirtschaftlichen Materials (Apica).

Auf mittlere Frist ist als Träger solcher Aktionen nicht mehr eine Administration, sondern eine Vereinigung bäuerlicher Gruppierungen anzustreben (Swissaid: tschadische ONG als Partner; CFPA: ONG im Aufbau), die mit den lokalen Behörden die Fragen der Leistungen der Administration regeln wird. Die Gruppierungen werden sich vor allem um gemeinsame Interessen formieren und häufig auch Frauengruppen betreffen: neben wenigen Spezialaktionen geht es vor allem darum, die Situation und Arbeit der Frau im Rahmen der Familie und Gesellschaft zu verbessern (Ausbildung, Funktion in den Gruppen, usw.) und ihre Rolle im Bereich Umwelt anzuerkennen. Vorgehen zur Umsetzung dieses Vorhabens und eine präzisere Definition dieser Dimension in unserem Programm sind noch auszuarbeiten.

Für die ländliche Entwicklung (und damit verbunden für einen grossen Teil der anderen Prioritäten) ist eine geographische Konzentration auf eine südliche (Melfi-Sarh) und eine nördliche Region (Abéché) vorgesehen.

Weitere Massnahmen der Schweiz, insbesondere die Baumwolle-Stabexmittel des Bawi, sollen soweit wie möglich in diese "filière paysanne" einfliessen (z.B. für Anschaffungen von landwirtschaftlichem Material); auch eine mögliche WB-AS-Kofinanzierung im Sektor Landwirtschaft (1991?) soll gemäss obiger Ausrichtung beurteilt werden.

#### Gesundheitswesen:

-----

Im Rahmen der Strukturanpassungen dürften die sozialen Bereiche auch im Tschad noch vermehrt zurückgeschnitten werden. Da sie jedoch einen wesentlichen Aspekt einer ganzheitlichen Entwicklung darstellen und in den ländlichen Projekten einen integrierenden, von der Bevölkerung stark mitgetragenen Bestandteil bilden, ist eine Weiterführung und Ausdehnung des langjährigen Engagements in der Santé vorgesehen, gemäss folgender Grundidee: Beeinflussung der tschadischen Gesundheitspolitik im Sinne der Deklaration von Alma Ata, aufbauend auf konkreten Erfahrungen und Feed-backs von praktischen Tätigkeiten auf dem Terrain.



Dementsprechend ist das Programm auf eine Arbeit auf verschiedenen Niveaus ausgelegt:

- Centres de Santé im ländlichen Bereich (Boussou; Kyabé, in Verbindung mit den CFPAs; Biltine, CRS, in Verbindung z.T. mit Swissaid Abéché); konkrete Aktionen in Dörfern und mit Gruppierungen
- Unterstützung Regionalspital Sarh (Moyen Chari; in Planung)
- Mitarbeit am Zentralspital
- Ausbildung an Krankenpflegerschule
- Beteiligung an Gesundheitskommission des Ministeriums
- Infrastrukturrehabilitierung
- städtischer Bereich (über SDA): dezentralisierte Centres sociaux et de santé (ab Ende 1989).

Koordiniert durch das ITS Basel soll neben der kurativen Tätigkeit vor allem die präventive Arbeit (Ausbildung, Dorfapotheken, Gesundheitsgruppen) gefördert werden (unter Erreichung einer Koordination, Komplementarität und Kongruenz der Massnahmen auf den verschiedenen Niveaus) sowie Ueberlegungen zur Optimierung der Medikamentenversorgung und Kostenübernahme.

Vertiefter zu klären ist die Art unseres längerfristigen Engagements (Budgethilfe?), ergeben sich doch - neben einer minimalen Kostenübernahme durch die Bevölkerung - seitens des Tschads kaum Möglichkeiten einer Erfüllung seiner Verpflichtungen.

#### Beratung und Ausbildung

-----

Es scheint uns nicht unsere Aufgabe zu sein, die Administration in der Ausführung ihrer Tätigkeiten direkt zu unterstützen oder Studien direkt auszuführen. Hingegen soll in diesem Bereich eine Unterstützung gewährt werden zur Bereitstellung der notwendigen Mittel, Instrumente und Grundlagen, damit die tschadischen Strukturen ihre Aufgaben besser wahrnehmen können. In diesem Sinne erfolgt eine Beratung für politische Entscheide in ausgewählten Gebieten (Landwirtschaft: Formation 2000; Gesundheit; Erdölbereich) oder die Ausbildung von Kadern zwecks selbständiger Ausarbeitung von Studien und Leitbildern (Institut Sciences Humaines über IUED; Landwirtschaftskader DEFPA). Angesichts der überholten Statistiken kommt dem von uns mitfinanzierten Volkszählungsprogramm der Weltbank sowie einer Aktion SDA (in Planung) gerade im Bereich der Grundlagenarbeit etwelche Bedeutung zu.

Insbesondere dieser Bereich unseres Programms gründet sehr stark auf einem generellen und persönlichen Vertrauensverhältnis, welches - wie z.B. die Stellung eines Erdölfachmanns - die Bearbeitung von Schlüsselfragen ermöglicht, die nicht unbedingt in engem Sinne an ein EZ-Programm gebunden sind. Wegen der erheblichen Bedeutung solch punktueller Unterstützungen bleibt eine gewisse Flexibilität notwendig.

## Umwelt

Angesichts der sich stellenden Schwierigkeiten (Dürren; Desertifikation; Abholzungen) soll dieser Bereich neu zu einem prioritären Aspekt ausgebaut werden. Dabei geht es insbesondere um die vermehrte Integration von umweltspezifischen Massnahmen in die ländlichen Projekte (Aufforstungen; Erosionsbekämpfung; Erhaltung der Bodenfruchtbarkeit), unter Ausrichtung auf die andernorts in Ausarbeitung stehenden Methoden des "Aménagement des terroirs". Voraussetzung dazu ist jedoch eine bewusstere Wahrnehmung der Problematik, mit dem Ziel, über eine Verbindung von nachhaltigem Anbau mit kurzfristiger wirtschaftlicher Rentabilität zu einer akzeptierten Integration der Ressourcenerhaltung in den Produktionsprozess zu gelangen. Ausbildungs- und Beratungsaktionen sowie Stärkung spezifischer Institutionen haben in dieser Beziehung eine wichtige Rolle zu spielen.

### 4.4. Arbeitsprogramm

Die Umsetzung der aufgeführten Ideen und Vorschläge ist ein kontinuierlicher, wenn auch langsam ablaufender Prozess: der vorgesehene Abschluss der Schulaktion sowie die Realisierung des nachfolgenden Programms sollte in einem Zeitraum von 3-4 Jahre möglich sein. Da die meisten Aktionen jedoch vom Engagement und der Absorptionskapazität der Bevölkerung und der tragenden Strukturen (ONG/ Behörden) beeinflusst werden, ergeben sich einige Unsicherheitsfaktoren.

### Laufende Programme

Für die nächsten Jahre präsentiert sich das Arbeitsprogramm folgendermassen:

- Fortsetzung, resp. Anpassung der Aktionen CFPA (inkl. teilweiser Uebergang an eine lokale ONG), Swissaid Abéché, Santé Tchad, Santé CRS
- Abschluss der Testphase "Développement rural Melfi" und Entscheid über evtl. Aufnahme eines Entwicklungsprogramms
- Realisierung und Abschluss der Beratungen im Erdölbereich und am INSH
- Umpolung der Unterstützung an die Direction de la formation agricole in ein Konzeptprogramm "Ausbildung 2000"
- Realisierung der Abschlussphase "praktische Primarlehrerausbildung"
- Finanzierung und Durchführung einer Volkszählung (Weltbank)
- Realisierung punktueller Aktionen: Strassenverbindung BET; Heuschreckenbekämpfung
- Einsatz Stabex 89 (und evtl. weitere) aufbauend auf den Erfahrungen 1988.



#### in Ausarbeitung oder neu aufzunehmen:

- SDA: Präzisierung der Komponenten (Gesundheit N'Djaména - statistische Studien) und Realisierung des Programms (z.T. mit dem ITS)
- Koordination und konzeptuelle Ueberlegungen zum Engagement im Gesundheitsbereich insbesondere bezüglich Budget/Zahlungsbilanzhilfe für die Santé (Politik; Konsequenzen, Bedingungen, usw.)
- Strategie zum Ausbau der Komponente Umwelt
- Konzept zur Verstärkung der Integration der Frau im DEH-Programm
- Ajustement structurel Agriculture (1991).

Die sich aus diesem Programm ergebende Finanzplanung ist im Anhang 9 aufgeführt.

Die Diskussion mit dem Tschad über unser Programm geschah bisher fallweise, bei der Ausarbeitung neuer Projektphasen. Eine Gesamtschau soll 1990 erfolgen, nach Annahme des Landesprogramms und als Stellungnahme zum neuen tschadischen Fünfjahresplan. Eine evtl. Fixierung in einem "Programme indicatif de coopération" (1990-1995) wird dabei zu diskutieren sein.

#### Projektbetreuung

Neben den Beiträgen an ONGs (CRS; Swissaid; Apica) besteht für die Ausbildung/Studien eine Unterstützung durch spezialisierte Institute (Petroconsultants für Erdölfachmann; IUED für Institut des Sciences humaines), resp. eine Regie durch das ITS Basel für das Gesundheitsprogramm (inkl. Teilbereich SDA). Die Programme der ländlichen Entwicklung werden in Eigenregie geführt, wobei mit der Schaffung lokaler ONG's neue Partner impliziert werden sollen (entspricht einer wichtigen Option der Sahelgruppe in Hünigen).

Die Realisierung des Arbeitsprogramms wird unterstützt durch ein Koordinationsbüro in N'Djaména, mit einem Koordinator und einem tschadischen Projekt-officer für den operationellen Bereich. Momentan genügt die personelle Besetzung; je nach Entwicklung der Weltbankaktionen werden ab 1991 evtl. neue Kräfte benötigt. Dabei steht eher eine Unterstützung durch Berater für spezifische Aufgaben als eine personelle Erweiterung des Koordinationsbüros im Vordergrund (z.B. durch ITS für Gesundheitsfragen). Relativ wenig Kapazitäten stehen in Bern zur Verfügung (30 % einer Arbeitsstelle).

In den Projekten selbst erweist sich die Stellung von Experten meist als unumgänglich. Mit einem recht starken Gewicht auf der Ausbildung tschadischer Kader (meist an afrikanischen Schulen) sollte jedoch im Verlaufe der nächsten Jahre eine verstärkte lokale Verantwortungsübernahme möglich sein.

Bezüglich Koordination beteiligt sich die DEH aktiv an den Tables rondes und den sie betreffenden Sektorkonferenzen. Für die ländliche Ausbildung wurde die DEH als "chef de file" der Geber bezeichnet: nach einer Studie und einem Seminar zu diesem Thema soll nun in Rahmen des DEFPA-Projekts eine gewisse Umsetzung der Erkenntnisse erfolgen.

### Schlussbemerkungen

7 Jahre nach Beendigung des Kriegs, 5 Jahre nach Abschluss der letzten Dürre sowie mit der Integration der wichtigsten Opponenten in die Regierung besteht eine gewisse Hoffnung, dass die Kräfte des Landes mehr auf eine Entwicklung als auf innere Querelen ausgerichtet werden und die Bevölkerung sich endlich ihren Interessen zuwenden kann.

Ohne diese politische Stabilisierung ist kein Fortschritt möglich. Wie die jüngsten Ereignisse gezeigt haben (Abfall des Innenministers und des Generalstabschefs; Zusammenstösse im Darfour/Sudan; Abbruch der Verhandlungen zwischen Libyen und Tschad über den Aouzou-Streifen) bleibt jedoch sowohl die innen- wie die aussenpolitische Situation weiterhin labil.

Unbeeinflussbare Faktoren werden also möglicherweise Einfluss haben auf die Realisierung unseres Programms. Flexible Anpassungen oder Umpolungen unserer Arbeit werden deshalb auch in Zukunft nicht zu vermeiden sein.

N'Djaména/Berne, August 1989

R. Anhorn/A. Bisaz



## ZONES AGRO-ECOLOGIQUES DU TCHAD

	SUPER- FICIE km <sup>2</sup>	DENSITE POPUL. hab/ km <sup>2</sup>	PLUVIOMETRIE moyenne		PRODUCTION		SYSTEMES DE CULTURE PREDOMINANTS	CONTRAINTES LIEES AU TRANSPORT	DEBOUCHES OFFERTS AUX CULTURES VIVRIERES	OBSERVATIONS, CONTRAINTES SPECIFIQUES ET ADOUS
			mm	1983	pasto- rale	agri- cole				
D.E.T.	600	0,16	< 350				Systèmes d'oasis et de ouaddis	Longues distances entre centres et vers N'Djaména	Faibles localement	Spécificités sahéliennes (dattes, fruits) à promouvoir
ZONE SAHELIENNE KANEM BILTINE BATMA OUADDAI	327	3,6	350- 600 (90%)	45-80% (de la moyenne)			Essentiellement cultures pluviales Possibilités locales d'irrigation	Longues distances entre centres et vers N'Djaména	Faibles localement	Opportunités locales par l'irrigation (cultures de contre-saison) Spécialités traditionnelles (ignons) à relancer
CHARI BAGUIRMI ET LAC	105	7,2					Cultures irriguées importantes quand les eaux de surface sont disponibles (céréales, marachage) Ailleurs, cultures pluviales	Problème des pistes atténué par la proximité de N'Djaména	Bonnes opportunités du fait de la proximité de N'Djaména	Développer les productions à destination du marché urbain (céréales, marachage)
ZONE SAHELIO - SOUDANIENNE GUERA SALAMAT	122	2,7					Céréales dominantes (cultures pluviales)	Pistes difficiles impraticables en saison des pluies	Moyens (marché local)	
MAYO - KEBBI	30	21,6		65-95 %			Fort développement des cultures irriguées (périmetres) Céréales pluviales	Pistes difficiles impraticables en saison des pluies	Moyens localement Possibilités d'exportation	Fort potentiel pour l'irrigation
ZONE SOUDANIENNE LOGONES TANDJILE MOYEN CHARI	100	14,5	600-800 (90%)				Système cotonnier prédominant Cultures vivrières d'accompagnement	Pistes difficiles impraticables en saison des pluies	Moyens localement Possibilités d'exportation	La crise du coton nécessite de trouver des alternatives. Les habitudes d'encadrement permettent le développement de culture à devenir industriel

## PRODUIT INTERIEUR BRUT ET PRODUCTION PAR SECTEUR . 1983 - 1986

<u>Produit intérieur brut</u>	<u>1983</u>	<u>1984</u>	<u>1985</u>	<u>1986</u>
PIB nominal (milliards de francs CFA courants)	223,9	224,2	298,7	283,0
PIB réel (milliards de francs CFA 1977)	133,5	125,8	162,3	158,5
Secteur primaire	62,2	46,7	74,3	73,0
Secteur secondaire	23,4	29,5	29,8	28,2
Secteur tertiaire	47,1	48,8	57,3	56,4
Impôts indirects	0,8	0,8	0,9	0,9
<u>Production</u>				
<u>Agriculture</u>				
Coton (milliers de tonnes)	158	98	99	89
Céréales (milliers de tonnes)	453	346	739	726
Élevage (millions de têtes)	10,4	8,6	9,1	9,3
<u>Industrie</u>				
Fibre de coton (millions de tonnes)	38	60	36	39
Huile comestible (milliers d'hectolitres)	79	88	112	77
Sucre (milliers de tonnes)	22	28	25	24
Textiles (millions de mètres)	13	14	16	15
Bière (milliers d'hectolitres)	121	135	152	124
Cigarettes (millions de paquets)	8	15	15	12
<u>Services</u>				
Transports (milliers de tonnes)	n.d.	162	152	105
Électricité consommée (millions de kwh)	35,4	37,3	43,7	48,3

Source: estimations FMI et BIRD



## COMPTE CONSOLIDE DES OPERATIONS COURANTES DE L'ETAT ( en millions de FCFA)

	1983	1984	1985	1986	1987(1)	1988(1)
RECETTES TOTALES	8,495	18,266	21,341	16,836	15,411	24,383
dont recettes fiscales	6,465	14,814	17,224	14,246	13,821	
dont CAA	376	1,738	1,309	1,572		
DEPENSES TOTALES	13,197	23,875	25,167	24,345	26,063	27,114
salaires civils	6,599	6,294	8,238	9,482	10,784	
dépenses militaires	2,050	9,000	9,397	8,400	9,056	
intérêts	1,279	1,185	1,123	1,388		
CAA (hors service de la dette)	19	28	30	47		
autres dépenses	(1,096)	3,917	(342)	1,166		
DEFICIT (base des ordonnancements)	4,702	5,609	3,826	7,509	10,652	2,731
variation des arriérés	802	518	691	700	502	
DEFICIT (base des décaissements)	3,900	5,091	3,135	6,809	10,150	1,500
FINANCEMENT	3,900	5,091	3,135	6,809	10,150	
apports extérieurs nets	3,723	4,246	5,242	5,950	8,417	
dont FAS					1,908	1,500
crédits intérieurs nets	177	845	(2,107)	859	1,733	
système bancaire	(1,176)	1,200	(2,016)	1,631	179	
dont FMI(net)	468	(1,015)	1,185	(509)		
système non bancaire	1,353	(355)	(91)	(772)	1,555	
BESOIN DE FINANCEMENT	0	0	0	0	0	1,231

(1) 1987 : non compris les opérations de la CAA. 1988 : prévisions

Source : Ministère des Finances et de l'Informatique et mémorandum de la Banque Mondiale

TABLEAU DE FINANCEMENT DU BUDGET D'INVESTISSEMENT, 1987-1988  
(en millions de FCFA)

	1987	1988
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	66,701	87,127
SOURCES DE FINANCEMENT EXTERIEUR	66,701	87,127
Banque Mondiale	4,037	13,115
FMI/ID	5,641	4,315
CEE	9,967	16,369
France (CCCE)	7,449	9,334
France (FAC)	7,937	10,914
France (autres)	6,250	1,270
RFA	1,280	3,960
Italie	9,463	5,635
Pays-Bas	1,453	3,904
Suisse	1,171	1,049
Etats-Unis	3,441	3,166

Source : Ministère du Plan

## Balance des paiements (en millions de FCFA)

	1983	1984	1985	1986	1987	1988
<b>Balance commerciale</b>	(4,764)	(1,263)	(38,869)	(39,293)	(45,194)	(47,520)
Exportations FOB	39,824	57,384	39,381	34,145	33,224	41,867
dont Coton	22,485	42,364	19,985	14,691	12,969	20,117
Importations FOB	44,588	58,647	78,250	73,438	78,418	89,387
Importations CAF	59,707	79,272	107,985	99,708	110,026	124,893
Frêts	15,119	20,625	29,735	26,270	31,608	35,506
<b>Services non facteurs</b>	(17,881)	(22,941)	(54,781)	(41,971)	(44,896)	(48,456)
Recettes	12,282	15,011	15,906	15,409	16,670	18,375
Dépenses	30,163	37,952	70,687	57,380	61,566	66,831
<b>Services facteurs</b>	(2,390)	(3,585)	(2,448)	(3,055)	(3,600)	(3,900)
Recettes	445	581	1,008	1,227	700	800
Dépenses	2,835	4,166	3,456	4,282	4,300	4,700
dont intérêts dette publique	1,780	1,619	1,372	1,256	1,405	1,766
<b>Solde services</b>	(20,271)	(26,526)	(57,229)	(45,026)	(48,496)	(52,356)
<b>Balance Biens &amp; services</b>	(25,035)	(27,789)	(96,098)	(84,319)	(93,690)	(99,876)
Recettes	52,551	72,976	56,295	50,781	50,594	61,042
Dépenses	77,586	100,765	152,393	135,100	144,284	160,918
<b>Transferts nets</b>	33,211	33,494	63,217	63,760	62,667	74,860
Recettes	37,197	37,300	68,967	70,902	77,537	82,011
Dépenses	3,986	3,806	5,750	7,142	8,870	7,151
<b>Solde courant</b>	8,176	5,705	(32,881)	(20,559)	(25,023)	(25,016)
Recettes courantes	89,749	110,276	125,262	121,693	128,131	143,053
Dépenses courantes	81,572	104,571	158,143	142,242	153,154	168,069
<b>Mouvements nets de capitaux</b>	(1,347)	(343)	20,877	11,607	22,671	35,401
Emprunts publics à l'ext.	(697)	(450)	6,328	6,170	23,191	30,001
Tirages	939	1,704	8,810	8,267	24,997	31,797
Amortissement	1,635	2,154	2,482	2,097	1,806	1,796
Investissements directs (nets)	0	3,226	24,103	11,034	1,200	1,200
Recettes		3,226	24,103	12,302	1,200	1,200
Dépenses				1,268		
Autres capitaux LI (nets)	(432)	(54)	(119)	85		
Capitaux CI (nets)	(218)	(3,065)	(9,435)	(5,682)	(1,720)	4,200
Secteur privé & public (nets)	76	(5,209)	(1,942)	4,896	(1,720)	4,200
Sec. bancaire & postal (nets)	(294)	2,144	(7,493)	(10,578)		
<b>Erreurs &amp; omissions</b>	(2,379)	3,160	(2,441)	1,755		
<b>Solde général de la balance</b>	4,450	8,522	(14,445)	(7,197)	(2,352)	10,385

Source : Comptes Economiques 1983-1988



Table 26 - List of Public Sector EstablishmentsA. Mixed Ownership

1. Air Tchad
2. Centrale Pharmaceutique du Tchad (PHARMAT)
3. Société Tchadienne d'Assurances et de Réassurances (STAR)
4. Société Textile du Tchad (STT)
5. Société des Télécommunications Internationales du Tchad (TIT)
6. Société Cotonnière du Tchad (COTONTCHAD)
7. Société Tchadienne d'Exploitation des Ressources Animales (SOTERA)
8. Société Tchadienne pour l'Eau et l'Electricité (STEE)
9. Société Nationale Sucrière du Tchad (SONASUT)
10. Manufacture des Cigarettes du Tchad (MCT)
11. Laboratoire de Farcha
12. Société Industrielle de Matériel Agricole (SIMAT)
13. Société Hôtelière du Tchad (SHT)
14. Société Tchadienne d'Exploitation Hôtelière (SOTEXHO)

B. Banks

1. Banque de Développement du Tchad (BDT)
2. Banque Tchadienne de Crédits et de Dépôts (BTCDD)
3. Banque Internationale de l'Afrique au Tchad (BIAT)

C. 100 Percent State-Owned

1. Abattoir Frigorifique de Farcha
2. Société Nationale de Production Animale (SONAPA)
3. Société de Développement de la Région du Lac Tchad (SODELAC)

D. Public Establishments and Funds

1. Caisse de Stabilisation des Prix du Coton (Caisse Coton)
2. Caisse Nationale de Prévoyance sociale (CNPS)
3. Caisse de Régularisation des Prix du Sucre (Caisse Sucre)
4. Caisse Autonome d'Amortissement (CAA)
5. Fonds d'Intervention des Produits Pétroliers (Fonds Pétroliers)
6. Fonds d'Intervention Rural (FIR)
7. Centre National d'Enseignement Artisanal et des Arts Appliqués (CNEAAP)
8. Office de Mise en Valeur de Sategui-Deressia (OMVSD)
9. Office National de la Main d'Oeuvre (ONMO)
10. Office National des Céréales (ONC)
11. Office National des Routes (OFNAR)
12. Office des Anciens Combattants et Victimes de Guerre
13. Office National de l'Hydraulique Pastorale et Villageoise
14. Office National du Développement Rural (ONDR)
15. Magasin Général d'Approvisionnement en Produits et Matériels Vétérinaires (MA.GA.VET.)
16. Office de la Promotion Industrielle du Tchad (OPI)
17. Office National de Développement de l'Horticulture (ONDH)
18. Office National des Postes et Télécommunications (ONPT)
19. Office des Carrières (OFCAR)

## EVOLUTION DES APPORTS EXTERIEURS AU TCHAD (en million de FCFA)

	1983	1984	1985	1986	1987
AIDE AU DEVELOPPEMENT	11873 33 %	12076 35 %	17852 29 %	39608 60 %	37417 56 %
AIDE ALIMENTAIRE	4510 13 %	9440 27 %	26553 44 %	5601 8 %	6401 10 %
AIDE BUDGETAIRE	3723 10 %	6706 19 %	5641 9 %	7700 12 %	9120 14 %
AIDES DIVERSES	15658 44 %	6463 19 %	10743 18 %	13588 20 %	14356 21 %
AIDE TOTALE	35764	34685	60789	66497	67294

Source: BEAC

## REPARTITION PAR DONATEURS DE L'AIDE AU DEVELOPPEMENT (en %)

	1985	1986	1987
AIDE MULTILATERALE	40	52	44
Nations Unies	25	35	31
FED	15	17	13
AIDE BILATERALE	60	48	56
France	19	31	23
Etats-Unis	37	8	10
Autres	4	9	23

Source: BEAC



## AIDE PUBLIQUE BILATERALE DE LA SUISSE AU TCHAD

(en milliers de francs suisses)

ANNEE	COOPERATION TECHNIQUE	AIDE ALIMENT.	AIDE HUMANIT.	AIDE FINANCIERE	T O T A L
1962	14				14
1963					-
1964	20				20
1965	144				144
1966	304				304
1967	288				288
1968	316		60		376
1969	529	6			535
1970	555		28		583
1971	570	34	85		689
1972	1.004	65			1.069
1973	1.168	70			1.238
1974	1.139	128	220		1.487
1975	1.627	125	200		1.952
1976	2.143	445	261		2.849
1977	2.071	204	4		2.279
1978	3.141	143	700		3.984
1979	1.363	287	87		1.737
1980	435	236			671
1981	1.164	264	983		2.411
1982	1.185	682	906		2.773
1983	1.343	1.531	1.662		4.536
1984	1.891	475	2.023		4.389
1985	3.351	984	1.234		5.569
1986	4.080	241	150	-	4.471
1987	6.073	693	159		6.925
1988	8.718	372	250	3.000	12.340

TSCHAD

CFPA DU MOYEN CHARI

Crédit No. 318/88

Phase 9 (1.1.89-31.12.91)

Frs. 3'605'00.-  
-----

Nach langen Jahren von Krieg und internen Unruhen befindet sich der Tschad in einer Phase der nationalen Versöhnung und des Wiederaufbaus. Die Regierung treibt die Arbeiten seiner Entwicklungsplanung, die vorab auf die Sicherung der Nahrungsmittel selbstversorgung sowie auf die Diversifikation der wirtschaftlichen Basis abzielt, stark voran.

Die landwirtschaftliche Schulung und Ausbildung steht im Zentrum der Bemühungen im Rahmen der Reorganisation des Landwirtschaftssektors. Das Ministerium beabsichtigt, die entsprechenden Verantwortlichkeiten zu dezentralisieren.

Die Schweiz unterstützt seit 1964 die landwirtschaftlichen Berufsschulen im Moyon Chari und die komplementären "actions villageoises". Die Einführung des Tierzugs in der Feldbearbeitung ("culture attelée") sowie der "marchés autogérés" (Baumwollvermarktung) der Dörfer gehören zu den markantesten Ergebnissen des Projekts in seiner Unterstützung der ländliche Bevölkerung in ihren eigenen Entwicklungsbemühungen.

Mit der zur Diskussion stehenden 9. Phase ist ein weiterer, entscheidender Schritt in Richtung "auto-promotion" verbunden. Die "actions villageoises" sollen sich von der eigentlichen Ausbildung in den Zentren trennen und in einer noch näher zu definierenden, tschadischen, vom Staat unabhängigen Struktur organisieren.

Gleichzeitig ist die Restrukturierung der Ausbildung beabsichtigt, die mit einem Angebot kurzer, spezialisierter Kurse besser auf die spezifischen Ausbildungsbedürfnisse der Verantwortlichen der verschiedenen Dorfaktivitäten abgestimmt werden soll.

Der für diese Phase vorgesehene Kredit von Fr. 3'605'000.- dient zum einen der Finanzierung der technischen Assistenz (die im Verlauf der Phase stark reduziert werden soll) sowie der notwendigen Anschaffungen und Ausgaben für den Betrieb der Ausbildungszentren, zum andern der Finanzierung der Unterstützung von Aktivitäten der Dorfbevölkerung ("actions villageoises").



TCHAD    Projet de santé à l'Hôpital de N'djaména aux Centres médicaux de Bousso et Kyabé et à l'Ecole Nationale de Santé Publique et des Services Sociaux.

Crédit no 121/87

Phase 6

frs. 3'650'000.-

---

Après de nombreuses années de troubles internes et de guerre contre la Libye, le Tchad est entré dans une phase de relative stabilité permettant de procéder à la reconstruction et de relancer le développement économique et social.

Les événements ont particulièrement affecté le secteur santé, les services étant totalement désorganisés par le manque de communications et de ravitaillement ainsi que par les mouvements importants de population fuyant les zones de troubles ou la sécheresse.

De nombreux pays, organismes internationaux et ONG coopèrent avec le Ministère tchadien de la Santé qui a mis sur pied un Comité de Coordination des Actions de Santé (CCASS).

Pendant la phase 1985/86 on a pu intensifier les activités du projet dans ces différents aspects : appui aux structures de santé dans les zones rurales de Bousso et Kyabé, appui au Service Médecine I à N'djaména, appui à l'Ecole Nationale de Santé Publique et des Services Sociaux (ENSPSS).

Dans les zones rurales une coopération s'est établie avec d'autres organismes de développement afin d'intégrer les soins de santé primaires dans l'ensemble des efforts de développement des communautés rurales.

Une évaluation réalisée en 1986 a montré que l'intensification des activités du projet nécessite une certaine réorganisation de la structure de celui-ci : meilleure définition des compétences et responsabilités au niveau de chaque volet d'intervention, amélioration de la coordination, du suivi, de l'appui technique et de l'évaluation interne.

Ces exigences ont amené la DDA à confier le projet en régie à l'Institut Tropical Suisse de Bâle dès la phase 1987/90.

La somme de frs. 3'650'00 est destinée à couvrir les frais de personnel expatrié, (180 hommes/mois), des bourses de formation pour cadres tchadiens (au Tchad et ailleurs en Afrique) des achats de matériel et de médicaments ainsi que le fonctionnement du projet et les frais de régie.

t.3:1 Tchad 17

TCHAD : Formation pratique d'instituteurs primaires

Prop. 203/87

Phase 4 (oct.87-sept.90)

Fr. 2'133'000.--

---

Après des années de troubles intérieurs et de guerre, affaiblie par deux années consécutives de sécheresse (1983 et 1984), l'économie tchadienne est en voie de redressement.

Sur le plan politique intérieur, le processus de réconciliation est en cours.

Dans le secteur scolaire, la situation est encore difficile, le système appliqué jusqu'ici étant extrêmement élitaire et totalement inadapté aux réalités du pays.

Les efforts de réforme dans ce domaine - appuyés par ce projet depuis 1972 avec une interruption entre 1978 et 1984 - ont des effets assez lents et se heurtent à l'inertie des habitudes. On constate toutefois une évolution des mentalités et le projet a permis la relance des Centres Régionaux de Formation Continue (CRFC) pour les instituteurs et la formation de 60 Conseillers pédagogiques primaires à orientation pratique (CPPOP) chargés d'animer les CRFC.

Des boursiers sont en formation dans d'autres pays d'Afrique pour ensuite assurer un enseignement de haut niveau qualitatif à l'Ecole Normale Supérieure (ENS).

Une évaluation réalisée au printemps 1987 a permis de confirmer le bien-fondé du projet tout en recommandant certaines réorientations dont il a été tenu compte dans la préparation de la phase 1987-1990.

Au cours de cette phase, on visera une meilleure articulation entre les institutions responsables du secteur de l'éducation, une consolidation des CRFC et une sensibilisation du corps des inspecteurs aux nouvelles orientations pratiques. Un responsable tchadien sera formé en matière de gestion afin de mieux appuyer et suivre les activités productives CRFC. Les boursiers à l'extérieur du pays devront prendre en charge l'enseignement à l'ENS.

Le crédit de Fr 2'133'000.-- est destiné à financer les frais d'expert, des bourses de formation pour CPPOP, un appui matériel aux CRFC, les frais de fonctionnement du projet et des missions d'appui extérieures.



TCHAD

Appui à la DEFPA (Direction de l'Enseignement et de la  
Formation Professionnelle Agricoles)

Crédit No. 343/88

Phase IV (1.1.89-30.6.90)

Frs. 1'990'000.-  
-----

Nach langen Jahren von Krieg und internen Unruhen befindet sich der Tschad in einer Phase der nationalen Versöhnung und des Wiederaufbaus. Die Entwicklungspolitik der tschadischen Regierung zielt vorab auf die Sicherung der Nahrungsmittelselbstversorgung sowie auf die Diversifizierung der wirtschaftlichen Basis ab. Prioritär im Rahmen der Entwicklungsstrategie im Landwirtschaftssektor (secteur agro-sylvo-pastoral) ist die Ausbildung der Kader sowie der Berater, im Hinblick auf die Wiederaufnahme der nationalen Produktion und, damit verbunden, dem Kampf der Verwüstung bzw. dem Schutz der vorhandenen Ressourcen.

In diesem Zusammenhang unterstützt die Schweiz seit 1983 die DEFPA in ihren Bemühungen in der Planung und Durchführung der landwirtschaftlichen, beruflichen Aus- und Weiterbildung. Insbesondere mit der Studie "Besoins en Formation de Ressources Humaines pour le Développement Rural du Tchad à l'Horizon 2000" und einem nationalen Seminar zu diesem Thema hat das Projekt wesentlich zur Konzeption und Programmation der Aktivitäten der DEFPA beigetragen. Ein interministerielles Komitee ist im Moment an der Arbeit, einen entsprechenden "Plan Directeur pour la formation initiale et continue et l'emploi des ressources humaines du développement rural" zu erstellen.

Neben der Finanzierung von Ausbildungsprogrammen im Tschad wie auch ausserhalb konnten während der vergangenen 3. Phase auch die Arbeiten der Weiterbildung der Berater in der "zone sahélienne" aufgenommen werden. Mit der Unterstützung der Regionaldirektion der landwirtschaftlichen Berufsausbildungszentren in der Präfektur Moyen Chari (CFPA du Moyen Chari, t.311 Tchad 3) ist Gewähr für eine optimale Kohärenz des schweizerischen Beitrags an die landwirtschaftliche Aus- und Weiterbildung im Tschad gegeben.

Die zur Diskussion stehende Uebergangsphase von 18 Monaten sollte die Beendigung der Arbeiten am "Plan Directeur" erlauben und damit dem Projekt seine effektive Funktion in der technischen Assistenz bezüglich Konzeption und Planung der Aktivität der DEFPA verleihen. Die durch die Restrukturierung der DEFPA (u.a. Dezentralisierung) bedingten Aktivitäten (Ausbildung von Ausbildnern und Beratern, neue Koordinationsaufgaben, Ausbau der Ausbildungsstätten) sowie die Ausdehnung des Weiterbildungsprogramms der ländlichen Berater auf die "zone soudanienne" sind Hauptelemente dieser Phase.

Die vorgesehenen Mittel von Fr. 1'990'000.- dienen der Finanzierung zweier technischer Berater der DEFPA, eines Programms zur Ausbildung von Ausbildnern, der Aktivitäten im Rahmen der Weiterbildung ländlicher Berater sowie konzeptioneller Arbeiten im Rahmen des "Plan Directeur" resp. der Restrukturierung der DEFPA. Zusätzlich übernimmt das Projekt gewisse, mit den erwähnten Aktivitäten verbundene Betriebs- und Investitionskosten.



t.311 Tchad 28

JHAD

Appui au programme de soins de santé primaires  
dans la Préfecture de Biltine

Crédit No 53/87

(Phase 1 (1987-89))

Fr. 600'000.--

Depuis l'année 1985, on assiste au Tchad à un processus de consolidation du Gouvernement. Si la situation politique peut être qualifiée de raisonnablement stable, il n'en est pas de même pour la situation économique. En effet, le Tchad souffre considérablement de l'effondrement des cours du coton.

Situation sanitaire au Tchad: Beaucoup de données importantes pour la planification de la santé sont, surtout à cause de la guerre civile, inexistantes au Tchad. Les données démographiques par exemple sont des extrapolations, basées sur l'enquête démographique de 1964 et le recensement administratif de 1968. Le pays a cinq hôpitaux (N'Djaména, Sarh, Moundou, Abéché, Bongor) et 165 centres médicaux et dispensaires (Ouddaï: 1 hôpital, 3 centres médicaux, 19 dispensaires; Biltine: 1 centre médical, 4 dispensaires).

Pour assurer une promotion de la santé au niveau des villages, le gouvernement tchadien a lancé le Projet National de Soins de Santé Primaires (PNSSP) qui prévoit un réseau d'Agents de Santé Villageois (ASV) et d'Accoucheuses Traditionnelles (AT) en zone rurale. Le PNSSP suit les recommandations de l'OMS et de la conférence d'Alma Ata. Il entend par SSP des soins de santé essentiels universellement accessibles à tous les individus et à toutes les familles de la communauté par des moyens qui leur sont acceptables, avec leur pleine participation et à un coût abordable pour la communauté et le pays.

Dans le secteur santé, la Suisse a apporté une assistance constante malgré les événements avec toutefois certaines interruptions dans la zone sud du pays. Les nombreuses organisations travaillant dans ce secteur (gouvernementales et non-gouvernementales) se sont unies au Ministère de la Santé pour créer le CCASS (Comité de coordination de l'Assistance en Soins de Santé) dans le cadre duquel ils coordonnent leurs activités.

La Préfecture de Biltine, située à la frontière avec le Soudan, s'étend du 14<sup>e</sup> au 16<sup>e</sup> parallèle nord et est donc comprises en pleine zone sahélienne. Cette zone montagneuse et semi-aride fait partie des zones les plus démunies du pays. Sa population d'environ 200'000 habitants est semi-nomadique, vivant en grande partie de l'élevage. C'est dans ce contexte que SWISSAID a décidé de lancer le projet régional Ouddaï (PRO). Cette organisation ne pouvant faire face aux problèmes du secteur santé, elle s'est adressée à la Croix-Rouge Suisse.

Le but du projet est l'amélioration de l'accès de la population aux soins de santé par:

- la création de Comités de Santé Villageois (CVS)
- la création d'un réseau d'Agents de Santé Villageois (ASV) et Accoucheuses Traditionnelles (AT), en assurant leur formation, recyclage et supervision,
- la supervision des dispensaires,
- un soutien aux huit composantes du PNSSP.

Au cours de la première phase, il s'agira surtout de rassembler des données et de créer les conditions nécessaires à la poursuite des objectifs du projet.

La CRS mettra en place une équipe formée d'un médecin et d'une infirmière travaillant en étroite collaboration avec les services tchadiens.

La coordination sera assurée par le Chef du projet Santé de la DDA à N'Djaména, sur la base d'un accord avec la CRS. Un suivi sera en outre assuré par une équipe de la CRS et de l'Institut Tropical Suisse à Bâle.

La DDA finance ce programme à raison de 2/3 et sa contribution pour la première phase se monte à Fr. 600'000.--.



TCHAD : Beratung "Projet PETROLE/ELECTRICITE"

Kredit Nr. 168/88

Frs. 640'000.--

---

### Zusammenfassung

Rund ein Drittel der Warenimporte des Tschad entfallen auf Erdölprodukte (1985). Pläne zur Ausbeutung der eigenen Erdölvorkommen, insbesondere zur Deckung des Eigenbedarfs an Erdölprodukten sowie an elektrischer Energie werden, nach langem Unterbruch während der Bürgerkriegswirren, von der tschadischen Regierung wieder aufgenommen.

Das Beratungsprojekt hat zum Ziel, die tschadische Regierung in der Planung und Koordination ihrer Aktivitäten zu unterstützen, dies insbesondere im Hinblick auf die Verhandlungen mit interessierten Erdölfirmen.

Ein auf dem Erdölsektor ausgewiesener Fachmann soll der Regierung des Tschad zur Verfügung gestellt werden. Für die DEH handelt es sich dabei um einen der ersten Versuche, Partnerländern auf oberstem Niveau zur Lösung spezifischer Probleme erfahrene Fachleute zur Verfügung zu stellen.

Für diese Beratungstätigkeit (insgesamt 24 Monate innerhalb von 3 Jahren) sind Aufwendungen von Fr. 640'000.-- vorgesehen.

t.311 Tchad 32

TCHAD : Développement rural dans la sous-préfecture de Melfi  
(Guéra) Phase I

Kredit Nr. 232/88

Frs. 975'000.-

Im Rahmen des Wiederaufbaus nach den Bürgerkriegsunruhen gibt die tschadische Regierung dem Landwirtschaftssektor besondere Bedeutung mit dem Ziel regionaler (und damit auch nationaler) Nahrungsmittelselbstversorgung. Die nachhaltige Steigerung der Produktion sowie eine ausgeglichene Verteilung der Einkommen (Abbau regionaler Disparitäten und Anschliessen der isolierten Regionen) stehen dabei im Zentrum. Ländliche Entwicklungsprojekte sollen in dieser Hinsicht besonderes Gewicht in der Umsetzung dieser Ziele erhalten.

Die tschadische Regierung hat die Schweiz um finanzielle und technische Unterstützung im Rahmen eines solchen Projekts in der Präfektur Guéra angefragt, einer relativ isolierten Region, die vom Bürgerkrieg stark betroffen wurde (Zerstörung von Transportwegen, Dorfumsiedlungen). Die Region verfügt jedoch über ein nicht zu unterschätzendes Entwicklungspotential. Mit Ausnahme von Katastrophenjahren kann die Getreideproduktion nicht nur den Eigenbedarf decken, sondern erlaubt die Vermarktung eines Uberschusses.

Die beabsichtigten Erschliessungsvorhaben der tschadischen Regierung und die damit verbundenen Möglichkeiten zur Verbesserung der Marktsituation erhalten eine entscheidende Funktion im Hinblick auf die Ausschöpfung dieses Potentials. Während einer ersten 2-jährigen Phase "recherche-action" steht in einem räumlich begrenzten Gebiet der SP Melfi die detaillierte Abklärung der Möglichkeiten einer Unterstützung der Eigenentwicklung der Dorfbevölkerungen im Hinblick auf eine nachhaltige Verbesserung ihrer Lebensbedingungen und den Aufbau der dörflichen Basisorganisation im Zentrum. Zu diesem Zweck sind verschiedene Studien des sozialen und ökonomischen Umfelds sowie der ökologischen Bedingungen vorgesehen, die, zusammen mit den Erfahrungen aus der Durchführung gezielter Testaktionen zur Identifikation geeigneter Aktionsbereiche und zur Erarbeitung eines Projektdokuments beitragen sollen. Aufgrund der Evaluation dieser Ergebnisse wird ein Entscheid über eine Beteiligung der DEH an einem langfristigen Entwicklungsprogramm in Melfi/Guéra möglich sein.

Der schweizerische Beitrag von Frs. 975'000.- dient der Finanzierung einer tschadischen Feldequipe, sowie eines Konsulenten der DEH, der während 16 Monaten die Feldequipe ergänzen wird. Im weiteren umfasst der Betrag Mittel für externe technische Unterstützung sowie für die Durchführung von Testaktivitäten.



t.311 Tchad 33

TCHAD : Crédit d'objet pour la construction et l'équipement  
du Centre d'appui technologique de l'Apica à Sahr

Antrag No. 275/88

Phase 1

Fr.s. 850'000.-

---

L'APICA (Association pour la Promotion des Initiatives Communautaires Africaines) est une ONG de droit suisse qui tend, depuis sa création en 1980, à renforcer les capacités de ceux (non gouvernementaux ou services officiels) qui viennent en aide aux communautés et groupements locaux d'Afrique centrale. Elle a mis en place à cet effet trois types de services : appuis technologiques, information et formation.

Une évaluation de ses activités réalisée en 1984/85 a permis de souligner l'originalité de sa démarche de recherche-développement pour des prototypes technologiques (presseurs, moulins, pompes, etc.) : elle associe à la fois des réseaux d'utilisateurs pour tester la fiabilité technique et économique et des producteurs potentiels dont les capacités sont parallèlement renforcées en matière de gestion et d'équipement technique.

Après une période de rodage de sa démarche principalement au Cameroun, l'APICA a ouvert une antenne à Sahr (sud Tchad) depuis avril 1987 avec l'aide de la DDA, qui a mis à sa disposition un technicien-mécanicien responsable du lancement du service d'appui technologique pour ce pays et la RCA.

Le présent crédit d'objet vise à financer la construction et l'équipement des bureaux et ateliers nécessaires pour rendre ce service d'appui technologique opérationnel.

t.311 Tchad 36

TCHAD Balisage des axes routiers Korotoro-Faya et Faya-Fada, Préfecture du B.E.T.

Kredit No. 171/89

Phasenkonto

sFr. 610'000.--

1987 konnte der Tschad die nördliche Präfektur Borkou-Ennedi-Tibesti (B.E.T.) aus libyscher Besetzung befreien, 5 Jahre später als die übrigen Landesteile. Die Beendigung der kriegerischen Handlungen in dieser Region ermöglichen den Schritt zum Wiederaufbau und zu einer längerfristigeren Entwicklungsplanung in dieser Region.

Die Präfektur umfasst mit 600'000 km<sup>2</sup> knapp die Hälfte des tschadischen Territoriums. 120'000 Einwohner (2,5 % der Gesamtbevölkerung) leben in diesem äusserst ariden und schlecht erschlossenen Gebiet.

Die tschadische Regierung hat Ende 1988 ein Wiederaufbauprogramm für die Präfektur B.E.T. vorgelegt, das sich zum einen auf die Aktivierung der land- und viehwirtschaftlichen Produktion und zum andern auf die Wiederinstandstellung der Basisinfrastruktur (Schulen, Gesundheitsvorsorgeeinrichtungen, Wasserversorgung, Verbindungsachsen etc.) konzentriert.

Im Rahme dieses Programms hat die DEH die Möglichkeit der Erleichterung der Verbindungen geprüft.

Die vielerorts von Einsandung gefährdeten Hauptstrassen können nur beschränkt die lebensnotwendigen Verbindungen garantieren. Der Markierung dieser Pisten in den gefährdeten Zonen kommt im Hinblick auf eine Oeffnung der Präfektur und des lebensnotwendigen, auch wirtschaftlichen Austauschs, höchste Bedeutung und Dringlichkeit zu.

Mit dem beantragten Kredit soll die Markierung der total 700 km von der Einsandung gefährdeten Abschnitte der beiden Hauptverbindungsachsen des B.E.T. mit dem Süden des Tschad ermöglicht werden (Faya-Korotoro und Faya-Fada). Die Mittel dienen vor allem für den Kauf, Transport und die Installation des Markierungsmaterials sowie von Fahrzeugen.



DFAE-DDA

PROJEKTPLANUNG DEM / PLANIFICATION DDA

STAND/ETAT: 31.05.89

DATE: 02.06.89

	VERPFLICHTUNGEN / ENGAGEMENTS					AUSZAHLUNGEN / VERSEMENTS				
	GEPLANT / PROJETS				EFFECTIFS	GEPLANT / PROJETS				
	1989	1990	1991	1992		1989	1990	1991	1992	1993
✓ 247.00.901 1 1 8 0 0 206 DIMENSIONS SOCIALES AJUSTEMEN	8600					<del>500</del>	2500	2500	2500	1100
✓ 247.25.001 1 1 8 0 0 206 SOUTIEN GESTION ECONOMIQUE CC	0	0	0	0		0	2000	0	0	0
✓ 247.28.001 1 1 5 0 0 259 TSCHAD STIPENDIEN	0	0	0	0		0	0	0	0	0
✓ 247.34.012 1 1 4 0 0 355 APPUI PROGRAMME CRS SANTE BIL	900	0	0	900		400	300	300	300	300
✓ 247.34.014 1 1 4 0 0 315 CENTRE APICA - TCHAD	0	0	0	0		200	50	0	0	0
✓ 247.61.002 1 1 1 0 0 999 MOYEN CHARI CENTRES APPR. RUR	0	0	3000	0		1350	1200	1000	1000	1000
✓ 247.61.003 1 1 1 0 0 999 PRAKTISCHE PRIMARLEHRERBILDUN	0	900	0	0		650	550	300	300	300
✓ 247.61.008 1 1 1 0 0 999 APPUI TECHNIQUE DEPPA	0	3000	0	0		1400	1050	1000	1000	1000
✓ 247.61.010 1 1 1 0 0 999 DEVELOPPEMENT RURALE MELFI	0	1500	0	0		600	520	500	500	500
✓ 247.62.001 1 1 2 0 0 647 NDJAMENA SERVICES DE SANTE	0	3000	0	0		1300	1200	1000	1000	1000
✓ 247.63.001 1 1 3 0 0 716 BERATUNG PETROLE/ELECTRICITE	0	720	0	720		360	360	360	360	360
✓ 247.63.002 1 1 3 0 0 999 HOPITAL CENTRAL NDJAMENA	0	0	0	0		50	0	0	0	0
TOTAL TSCHAD	3400	9120	3000	1620		6810	7730	4960	4960	4960

SECTION : AFRIQUE OUEST

DATE: 31.7.89

MONTANT en 000 SFR.

PAYS / Projet *	Probabilité de réalisation	Engagements (non réduit)				Versements (non réduit)				Versements réduits (2)		
	% <sup>1)</sup>	1989	1990	1991		1989	1990	1991		1989	1990	1991
TCHAD BET	100	610				500	110			550	110	
Hôpital central	50		2000				1000	1000			500	500
INSH	100	300		450		75	150	150		75	150	150
Lutte antiacrid.	100	206				206				206		
Pasa a.d.					x				x			x